



SUPERNOVA

Revue communiste n.3 2023

**Jungle métropolitaine
Naxalites urbains
La banlieue est au centre
Machines et plusvalue**

SUPERNOVA, revue communiste

"rêver, mais sérieusement" Lénine

Un magazine de travail et d'organisation entre camarades. Une revue capable de lier la nécessité du parti de classe à l'autonomie prolétarienne. Non pas de manière abstraite, mais dans un contexte urbain et impérialiste. Un outil pour commencer à travailler sur une stratégie et des tactiques appropriées, basées sur le socialisme scientifique.

revuesupernova.blogspot.com
mail: supernovarevue@gmail.com
instagram: ce_supernova

-éditorial : prolétaires dans la métropole impérialiste (Nadežda K)	3
-Politique et guerre. Repartir de Lénine : un pas en arrière, deux pas en avant (Mouammar K)	6
-Les naxalites urbains (N. Lanzetta)	9
-La banlieue est au centre (Tamara B.)	11
-Pour un bilan politique des luttes des cités ouvrières de l'immigration (J.S.)	16
-Dossier urbain	21
-Collectif Boxe Massilia (03)	22
-Collectif Palestine (03)	22
-Collectif Précaire Chômeurs (03)	23
-Entretien avec l'AUP (03)	24
-Pushers Out, (Lizzie Burns)	28
-Critique de l'ovierisme italienne: Mario Tronti, (U. Piazza et Nelly B.)	32
-Pourquoi les machines ne créent pas de valeur (Cosmonaut, USA)	36



Editorial prolétaires dans la jungle métropolitaine

La ville et sa composition sociale est le leitmotiv de ce troisième numéro de Supernova. Comment alors intervenir dans le contexte urbain, dans une métropole impérialiste ?

La ville est souvent vue comme une jungle. Un espace où le contrôle de la bourgeoisie est le plus capillaire, où les pulsions les plus brutales se manifestent, où l'individualisme, la bassesse et la violence humaines prennent le dessus. Provoquée par la forme capitaliste monstrueuse qui, dans une orgie de vitesse, d'argent et de "masse", rend les êtres humains semblables à des fourmis folles près d'un feu. Les banlieues sont pleines de contradictions, avec les constantes "guerres entre pauvres", où la délinquance et la drogue deviennent la norme pour vivre ou survivre, ou en subir les effets...

La ville où le contrôle policier (appareils technologiques, forces de police) est capillaire. La ville est un ensemble "interclasse" où, dans les banlieues mêmes, l'identité sociale est souvent intangible.

Cependant, la jungle n'est pas seulement cela. C'est aussi un réseau de collectifs et de communautés de lutte. C'est pour cette raison que nous présentons dans ce numéro de la revue diverses expériences, éloignées les unes des autres, mais qui dans leurs différences représentent des formes de lutte et d'organisation capables d'intervenir au sein de la jungle métropolitaine. Du sport au soutien internationaliste, de la lutte pour le bien public à la lutte contre la répression, de l'organisation des travailleurs précaires à la lutte contre la drogue dans les quartiers, etc. Où les prolétaires (salariés ou non) se donnent des formes concrètes d'organisation, et de travail collectif. Ces expériences ont des limites, des défauts, mais ce sont des formes concrètes d'expérimentation.

La ville n'est pas seulement la citadelle du pouvoir¹, elle est aussi le terrain où le pouvoir doit organiser sa force, administrer sa force. C'est donc dans l'espace urbain que les contradictions du système se manifestent de la manière la plus

frappante. Sa vitesse devient sa faiblesse, son gigantisme urbain est la forêt où les "naxalites urbains" peuvent organiser la résistance. La "dispersion" des prolétaires dans les chaînes d'organisation du travail d'aujourd'hui n'est qu'apparente, si nous considérons la concentration des prolétaires vivant à l'intérieur de la métropole aujourd'hui. Elle nous donne le périmètre sur lequel commencer à poser les bases d'une perspective révolutionnaire adaptée au contexte impérialiste et métropolitain actuel et aux rapports de force actuels entre les classes, dans un contexte marqué par des processus de crise de plus en plus évidents.

La principale méthode de travail des communistes est la ligne de masse. Cette méthode peut également être désignée comme la méthode consistant à diriger le mouvement des masses populaires² en développant leurs initiatives de l'intérieur, à conduire (guider, diriger) les masses populaires vers le socialisme en les amenant à développer de plus en plus leurs propres initiatives. Évidemment, cette méthode repose sur le fait que les masses populaires tendent vers le socialisme parce que la situation objective, et donc leur expérience pratique, les y pousse ; c'est-à-dire qu'elle repose sur le caractère universel et le rôle principal assumé par la contradiction entre la nature collective du processus de production et des forces productives d'une part, et la propriété individuelle de celles-ci et l'initiative économique individuelle d'autre part.

L'attention portée aux formes de résistance qui se développent dans les métropoles impérialistes est une action essentielle pour une fraction des communistes qui décident d'agir dans ce contexte, car elle nous fournit une expérience et des exemples concrets d'organisation et de communautés de lutte. Le conformisme ou la passivité dominante qui "domine" à gauche ne nous permet pas de voir comment se dessinent les lignes et les connexions au sein de la métropole.

Les communistes éduquent et dirigent les masses populaires d'autant plus efficacement, largement et profondément qu'ils savent apprendre des masses populaires. Cette thèse est apparemment

² Nous utilisons à cet égard le terme de masses populaires et non de prolétariat, car la stratégie des communistes considère le prolétariat comme la classe révolutionnaire au centre, mais est en même temps capable d'offrir une analyse et une action capables de diriger et d'orienter des portions plus larges de la société. La méthode léniniste nous enseigne que l'analyse de classe elle-même ne se réduit pas aux ouvriers et aux patrons, mais prend en compte les forces sociales magmatiques qui la composent.

¹ Là où se trouve le "cœur" de l'État.

un jeu de mots. Elle devient claire et riche en contenu à la lumière de la théorie matérialiste-dialectique de la connaissance et de la ligne de masse. Plus les communistes savent " voir " dans les initiatives des masses populaire, plus ils savent recueillir les idées éparses et confuses des masses et les élaborer, plus les lignes qu'ils apportent aux masses sont acceptées par elles, reconnues comme les leurs, mises en œuvre avec force et détermination, jusqu'à donner naissance à un mouvement que personne ne peut arrêter. Et au cours de cette mise en œuvre, les masses populaires s'éduquent avant tout par leur propre expérience.

Cependant, les masses populaires ne peuvent vaincre la bourgeoisie impérialiste que si elles sont dirigées par un parti révolutionnaire¹ qui applique la ligne de masse. Sans un point de vue révolutionnaire (socialiste), il n'y a pas de lutte politique. L'intervention des communistes change qualitativement les initiatives des masses populaires, porte le mouvement des masses populaires à un niveau supérieur, apporte dans le mouvement des masses populaires des instruments qui leur permettent de développer leurs initiatives au-delà des limites dans lesquelles un "mouvement spontané" demeure, de les développer à un niveau supérieur.

Comme l'affirme clairement F. Engels en 1877, la théorie socialiste "apparaît maintenant (c'est-à-dire après que le premier soulèvement ouvrier a eu lieu à Lyon en 1831 ; de 1838 à 1842, le premier mouvement ouvrier à l'échelle nationale, celui des Chartistes anglais, a atteint son apogée) non plus comme la découverte accidentelle de telle ou telle tête de génie, mais comme le résultat nécessaire de la lutte entre deux classes formées au cours de l'histoire : le prolétariat et la bourgeoisie."

Les masses populaires sont comme l'eau dans un immense bassin. Or les digues qui contenaient le bassin sont en grande partie corrodées. De quoi étaient faites ces digues qui, dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, ont maintenu les masses populaires en marge du mouvement politique des sociétés bourgeoises ? Le principal ciment de ces digues était la reprise et le développement du capital, la reprise de l'accumulation du capital et l'expansion conséquente du processus de production et de reproduction des conditions matérielles d'existence. Ce n'est que sur cette base, dans le cadre de ces conditions du capital, que pendant

plusieurs décennies, le mouvement de revendication des masses populaires a pu obtenir des résultats par tous les moyens pacifiques. Une série de réformes qui ont permis aux révisionnistes et aux sociaux-démocrates modernes de l'emporter. Lénine, tant en ce qui concerne les formes de lutte que la relation qu'il émet entre le parti et la masse, affirme clairement que le parti communiste ne doit pas "inventer" quoi que ce soit, mais seulement "découvrir" ce qui est là. Il doit apprendre à voir ce qui est là, à le ramasser, à le rendre systématique et programmatique, à le nettoyer des scories qui l'accompagnent et à le diriger !

Etre communiste, agir en tant que communiste, c'est mettre au centre la question de la confrontation politico-militaire contre l'Etat impérialiste. Ce n'est pas simplement être plus à gauche dans les revendications syndicales ou dans la revendication de plus de droits... mais remettre en cause les centres mêmes du pouvoir. Pour ce faire, nous n'avons pas besoin de slogans ou de raccourcis existentiels, mais d'un travail scientifique d'analyse du présent, de nos ennemis, de nos amis possibles et des terrains où nous pouvons agir, afin d'accumuler force et expérience. Nous considérons qu'il s'agit là de l'une des principales tâches d'une fraction de communistes confrontés au problème concret de l'identification d'une stratégie d'action au sein de la métropole impérialiste.

Comme dans le numéro précédent, nous faisons un rapide focus sur la situation française.

Front intérieur : ces derniers mois, nous avons assisté à la lutte sur les retraites, qui s'inscrit dans un contexte européen de mobilisations économiques (logement, santé, énergie, etc.). Dans ce contexte, les mots d'ordre de la gauche sont souvent excessifs ou minimalistes. Chez ceux qui voient la " guerre des classes " à chaque manifestation, ou chez ceux qui " minimisent " la capacité de mobilisation et d'organisation des masses. La gauche réformiste et le populisme droite/gauche font de ces manifestations une défense du modèle d'identité sociale français, dans une tonalité patriotique qui conduit inévitablement à des affrontements avec la composition de classe internationale actuelle de l'État français.

Front extérieur : la perte de légitimité de l'impérialisme français sur le continent africain se

¹ Force politique-militaire

poursuit, et il subit l'action politique de l'Allemagne quant aux choix de l'UE, soulignant son rôle de " deuxième " force principale au sein de l'UE¹. Cependant, il faut souligner l'absence totale d'un mouvement anti-guerre et de remise en cause des politiques impérialistes françaises² par les principales forces de gauche reformiste qui soutiennent, directement ou indirectement, la dimension impérialiste française.

Comme toujours, nous essayons dans Supernova de mettre la recherche scientifique socialiste au centre de nos réflexions. Nous savons qu'il s'agit de sujets difficiles, et souvent considérés comme ennuyeux par les jeunes camarades, mais nous croyons que la lutte pour reprendre possession de la théorie marxiste est une bataille importante, et à bien des égards centrale : *sans théorie révolutionnaire, aucun mouvement révolutionnaire....*

Dans ce numéro, nous posons le problème de la relation entre le travail vivant (les hommes) et le travail "mort" (les machines), à travers une traductions inédites en français : *Pourquoi les machines ne créent pas de valeur ?*. Il nous a semblé utile, précisément dans un numéro principalement consacré à la dimension urbaine, de remettre au centre les catégories de classes et de "valeur".

Parler de la dimension urbaine, de la métropole, ne signifie pas réintroduire des catégories anciennes et inutiles comme celles des pauvres contre les riches, les dominés contre les dominants... Ceci est utile seulement aux intellectuels et au monde politique bourgeois (venant de droite ou de gauche), un moyen d'éviter de parler des rapports de production et des rapports de force entre classes.

Nadežda K.

¹ Il est amusant d'observer comment cette hiérarchie et les controverses qui en découlent reflètent la relation entre la France et l'Italie. L'Italie joue le rôle de "second" de la France.

² Nous notons avec intérêt et solidarité les récentes mobilisations en Italie contre la guerre (le refus de charger des armes sur les navires à destination de l'Ukraine), menées par des dockers organisés dans le syndicat de base (USB et SI Cobas).



editioncontradiction.blogspot.com

Sur les ouvriers

K.Marx F.Engles

Style communiste

Mao

Le Soviet des chomeurs

S.V. Malysev

La théorie marxiste

Lénine

prochaines sorties

F.Fanon et les problèmes de l'indépendance

Nguyen Nghe

Sur le mouvement ouvrier américain

William Z. Foster

Espace contro ciment

sur les catastrophes "naturelles" et la modernité capitaliste

A.Bordiga

PRT-ERP

lutte armée en Argentine

Ugo Piazza

Connaissance et verite

Tchang en-tse

Fédération sportive du travail sport et prolétariat

S. Etienne et B. Conti

Histoire militaire

Ugo Piazza

La politique et la guerre

Repartir de Lénine : un pas en arrière, deux pas en avant

"Disons donc que la guerre n'est ni un art ni une science, mais qu'elle est un acte de la vie sociale."
(Carl von Clausewitz, De la guerre)

Bien que Marx et Engels aient accordé une certaine attention à la "question militaire", Lénine s'empare de cette question et y apporte une véritable importance.

La bibliothèque de Lénine, comme le rappelle Krupskaya, était particulièrement riche en textes militaires, et parmi ceux-ci, *De la guerre* de von Clausewitz se distinguait.

Lénine a accordé une telle attention à ce texte qu'il lui a consacré de nombreuses notes. Ce n'est pas un hasard, celles-ci ont été allègrement censurées, du moins ignorées en Europe, au point qu'elles ne figurent même pas dans l'édition de ses œuvres complètes.

Pourtant, dans les *"Notes sur Clausewitz"*¹, Lénine parvient à la compréhension la plus intense et la plus réaliste de la célèbre affirmation de Clausewitz : *"La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens"*.

En commentant l'affirmation de Clausewitz, Lénine est le seul à se concentrer sur le concept d'inimitié absolue, c'est-à-dire l'inimitié propre à la guerre civile. Pour Lénine, cette inimitié constitue la toile de fond de la guerre entre les classes.

Lénine place au centre de son argumentation la relation indissoluble entre la guerre et la politique. Dans la pratique, cela signifie que la question militaire est toujours présente dans la politique.

Le militaire, pour Lénine, n'est pas le moment "exceptionnel" qui, après la disparition de la politique, occupe la scène pour être, au moment où la politique revient au premier plan, rangé au grenier. Mais c'est une partie essentielle, constitutive de la politique elle-même. En Europe, dans l'histoire du mouvement ouvrier et communiste, il n'y a eu aucune mention de cette question.

Dans la plupart des cas, au sein des organisations ouvrières et communistes du continent, la politique et la guerre devaient être rigoureusement séparées. De fait, la guerre, mais plus généralement la question de la "force" et de la "violence" échappait pour l'essentiel à la pratique des organisations ouvrières. Selon toute probabilité, cet aspect est la conséquence des héritages sociaux-démocrates

qui malgré les ruptures, les partis communistes en sont empreints.

Si nous examinons le cas français, nous voyons comment les fondateurs du PCF venaient principalement des rangs du syndicalisme révolutionnaire et du socialisme réformiste. Très peu d'analyses quant aux questions militaires n'ont été élaborées, souvent considérées avec une antipathie mal dissimulée, peut-être égale au manque d'intérêt du PCF pour la question anticoloniale...²

À bien des égards, on constate que les partis communistes n'ont pas réussi à "tuer le père", tant est si bien que par d'autres aspects propres à la social-démocratie, ils n'ont jamais réussi à s'émanciper pleinement d'un mythe de progrès civils pacifiques. La "force" n'était indiquée comme nécessaire que contre les forces "conservatrices" qui s'opposaient au progrès de la bourgeoisie elle-même...

À l'instar de ses propres gouvernements, qui ont longtemps tenté d'ignorer l'importance stratégique des deux pôles politiques issus de la première guerre internationale, les États-Unis et l'URSS, le mouvement ouvrier et communiste européen a refusé, sauf de manière tout à fait formelle et académique, de s'approprier entièrement l'expérience bolchevique. En même temps, ils ont refusé de se pencher sur l'histoire et les pratiques de la classe ouvrière américaine, toutes centrées sur une militarisation permanente de l'affrontement. Ainsi, la "question militaire" est restée à l'arrière-plan, devenant à peine plus qu'une nuance de la théorie marxiste.

Un coup probablement décisif à la "question militaire" a été porté par l'hégémonie longtemps exercée en Europe par l'hypothèse de la "guerre de position" en opposition ouverte à la "guerre de mouvement" (lutte armée, insurrection), de mémoire de Gramsci, comme seul et unique cadre du conflit de classe.

Le rôle central de l'armée dans le conflit politique est ainsi mis à mal. Comme si, tel était le cas, le recours à la force pouvait être justifié, c'était uniquement en fonction de la lutte pour la démocratie ou de sa défense, jamais pour parvenir à renverser l'état actuel de la situation.

En d'autres termes, ce qui n'est pas peu grotesque et paradoxal, les "militaires", pour les communistes, ne

¹ *Écrit militaires* de Lénine, édition Le fil rouge, lefilrouge17blogspot.com

² Cette dynamique investit même des partis communiste (comme celui italien en 1921) plus rigoureux sur le plan théorique au marxisme, mais incapables sur le plan de la tactique politique-militaire d'avancer concrètement. Rappelons par exemple que dans la fédération de Milan (la plus nombreuse à la naissance du parti) on comptait à peine une dizaine de fusils et pistolet... tout cela face aux tumultueuses premières années 20 en Italie... Bruno Fortichiari. *En mémoire de l'un des fondateurs du Pcd'I*, édition Lotta Comunista.

peuvent entrer en scène que pour défendre un ordre bourgeois particulier, jamais pour le subvertir.

Tel était le contexte de l'histoire, du moins de l'histoire officielle du mouvement ouvrier et communiste européen.

Une histoire, il semble opportun de le rappeler, qui est une vision uniquement européenne. Sur le plan théorique, politique et organisationnel à l'Est, précisément autour du rapport guerre-politique, la théorie marxiste, avec Mao a connu des développements qui n'étaient pas exactement secondaires, tandis qu'aux États-Unis, il suffit de rappeler ce que Brecher raconte dans *Strike*¹ : une grande partie de l'histoire ouvrière de ce pays est caractérisée par l'exercice de la " violence ouvrière " et notamment l'auto-organisation armée des Noirs.

L'impasse dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui en Europe a des origines lointaines et leur élimination est une tâche aussi urgente qu'ardue.

La preuve en est, l'actuel effacement substantiel des expériences communistes armées qui ont eu lieu notamment en Espagne, en Allemagne et en Italie, entre les années 70 et 80². Il nous faut constater parallèlement, l'oubli dans lequel se trouve l'exercice de la violence ouvrière et prolétarienne.

Une pierre tombale scellée, compréhensible par le fait du pouvoir constitué mais, plus encore, parmi tous les secteurs que l'on peut définir comme antagonistes.

Parmi les rares groupes qui ont conservé et conservent la mémoire de ces expériences, le rapport à la "question militaire" est caractérisé de manière entièrement "idéologique". Cette question semble être transformée en totem ce qui, dans le sillage de la théorie de Lénine, ne peut être observée que d'une autre manière, sinon comme un moment historique du rapport guerre-politique.

Faire de la lutte armée un programme politique et stratégique signifie renverser mécaniquement le pacifisme propre à la social-démocratie tout en conservant sa même logique anti-dialectique. La lutte armée fait partie du programme et de la stratégie des communistes, c'est un aspect du programme qui lie le plan politique avec le militaire et subordonne le second au premier.

Lénine clarifie ainsi le lien inséparable entre la politique et la guerre, la légalité et l'illégalité, un lien pour lequel Lénine mène une bataille politique constante au sein du parti afin de maintenir les deux pôles liés à tout moment.

Ouvrir un débat sur la "question militaire", c'est donc gravir une montagne, mais il s'avère également que les avant-gardes communistes ne peuvent échapper

à cette tâche. Nous ne pouvons avoir la prétention de le faire en quelques lignes, mais à travers ces premiers matériaux, nous espérons modestement ouvrir une première voie, avec humilité.

À cette fin, il semble aussi utile que judicieux de revenir à Lénine, c'est-à-dire de faire un pas en arrière pour faire deux pas en avant.

En ce qui concerne les questions "militaires", Lénine présente deux points de repères.

Premièrement, celui présenté dans *La guerre des partisans*³, selon l'hypothèse de la subjectivité de classe comme paramètre pour l'élaboration de la tactique du parti.

Lénine observe le point culminant de la spontanéité des masses et il explique comment le parti peut transformer cette tendance en un programme. C'est dans cette articulation précise de la triade marxiste praxis/théorie/praxis que se trouve "le Marx" de Lénine.

Auparavant, Lénine, dans les écrits sur *Les enseignements de la révolution de 1905* et *Les journées de Moscou*⁴, s'intéresse déjà aux questions militaires.

Lénine s'intéresse à ce qui s'élabore à l'intérieur des armées d'État. Plus précisément, Lénine s'attèle à comprendre les enjeux et les relations, dans la guerre entre la Russie et le Japon. La grenade à main apparaît comme un nouvel instrument de guerre.

Il exhorte alors le parti à mettre en place des structures capables de les fabriquer ainsi qu'à inviter les militants à se familiariser avec cet instrument.

Lénine prend ainsi en considération deux points : les poussées provenant de la subjectivité de la classe ; les transformations qui se sont produites au sein de la *pensée stratégique*.

La volonté des masses de se battre et les transformations qui se sont produites dans la *forme de la guerre* finissent par déterminer une "nouvelle science des barricades".

Nous devons partir de ces hypothèses. Le premier aspect sur lequel nous devons porter notre regard est celui de nos sociétés.

Nous devons nous demander s'il s'agit de réalités pacifiées ou si, ce qui les anime, est une tension non seulement latente mais déjà en place, c'est-à-dire si les limites sont données par la subjectivité de classe ou le manque de subjectivité politique.

Certains facteurs semblent faire pencher l'aiguille de la balance de manière décisive du côté du conflit.

1 *Strike!*, Jeremy Brecher

2 Sans oublier la guérilla basque, irlandaise et corse

3 *Écrit militaires* de Lénine, édition Le fil rouge, lefilrouge17blogspot.com

4 *Écrit militaires* de Lénine, édition Le fil rouge, lefilrouge17blogspot.com

Presque quotidiennement, nous constatons des conflits et des formes de résistances ouvrières autour de la question du logement, des luttes par des secteurs de classe précaires et/ou sans emploi, des luttes des immigrés contre les "centres d'enfermements", des prisonniers qui connaissent des conditions que l'on peut difficilement qualifier de civilisées.

Tous les appareils de la bourgeoisie, légitimes ou non, mènent constamment des opérations répressives de nature judiciaire et militaire. Selon le répertoire de la bourgeoisie: arrestations, dénonciations, licenciements et des blessures, mais aussi à des assassinats...

Un scénario loin d'être pacifié qui, cependant, n'a pas le moins du monde cimenté l'action d'une subjectivité politique capable d'entrer dans un rapport dialectique avec ce qu'exprime la subjectivité de classe.

Personne ne semble avoir posé sérieusement, non pas le totem idéologique de la lutte armée pour le communisme, mais le soutien politico-militaire plus concret et réaliste à la lutte des travailleurs¹.

Cela met en évidence un clivage important entre la classe et la "classe politique". La restauration d'une relation dialectique entre la lutte et la violence des travailleurs et la "classe politique" qui semble pourtant être l'ici et maintenant d'une subjectivité communiste.

Pour en venir au second pôle de la question, à savoir les possibilités qu'offre aujourd'hui la "forme de la guerre", au sein de la métropole, on peut observer que, aussi militarisée et placée sous surveillance permanente soit-elle, la métropole apparaît comme un espace non défendable, ou plutôt, plus elle se rend inattaquable dans certains domaines, plus elle se montre faible dans d'autres.

Il faut donc comprendre, d'une manière ou d'une autre, combien est d'actualité aujourd'hui, avec toutes les tares de l'affaire, ce qui a été développé par Lawrence dans la "guerre du désert"². Face à une armée ottomane d'une force quantitative et qualitative impressionnante, les guérilleros arabes

ont mis en œuvre la stratégie des mille piqûres d'insectes. La seule combinaison de celles-ci, aussi insignifiante soit-elle en apparence, pouvait être capable de faire plier même un rhinocéros, et l'armée ottomane s'est montrée, à toutes fins utiles, un véritable rhinocéros, qui a toutefois fini par s'effondrer.

À bien des égards, Mao a développé une théorie de la "guérilla" qui n'est pas différente. Selon toute vraisemblance, ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est d'un débat sur un Lawrence de la métropole. A tout cela, bien sûr, il faudra revenir.

Mais nous devons d'emblée garder à l'esprit que la dimension métropolitaine et impérialiste pose des problèmes inédits et qu'il nous faut élaborer un plan de recherche et d'expérimentation adéquat.

Mouammar K

¹ Il faut lutter contre l'attitude des soi-disant groupes "révolutionnaires" trotskistes qui incitent à la révolution, contre les artistes qui voient des insurrections au coin de la rue, contre les communistes enfermées dans des tours d'ivoire qui contemplent le ciel..., contre les activistes pour l'activisme vide de toute perspective anti-capitaliste... Tout ce discours de révolution, d'insurrection, d'antagonisme, etc., cache en réalité une complète faillite par rapport à l'ennemi, et cache ou se fait l'illusion de pouvoir rompre les rapports de force actuels avec des slogans...

Il n'est pas secondaire d'observer combien beaucoup de ces courants soutiennent de manière assez désabusée des mouvements réactionnaires de masse populistes. Une analyse plus approfondie des mouvements réactionnaires de masse serait nécessaire. Ceux-ci sont souvent vus selon des lentilles du passé et on ne saisit pas la dimension liée à la phase impérialiste de tels mouvements. Derrière le patriotisme-protectionnisme, la défense des droits occidentaux, le mythe des sociétés archaïques, etc. on veut simplement maintenir un niveau de pouvoir et de parasitisme, aujourd'hui mis en discussion par les mécatènes de la crise et de la guerre internationales qui traversent les fronts internes et externes des différents pays impérialistes.

² *Les Sept Piliers de la sagesse*, Thomas Edward Lawrence



Naxalisme urbain

En Europe, le terme Naxalist ne dit pas grand-chose, si ce n'est une chanson du groupe de musique électronique londonien Asian Dub Foundation dans les années 1990 : Naxalite de 1997. En Asie, le terme Naxalite est immédiatement reconnu, craint, détesté ou soutenu.

Le parti qui incarne le naxalisme est le PCIm (Communist Party of India-Maoist).

Le PCIm s'est développé en décembre 2004. Le PCIm est né de la convergence de deux formations : le Centre communiste maoïste et le Parti communiste marxiste-léniniste de l'Inde-Guerre du peuple, qui, après un long processus de rapprochement, ont décidé de s'unir. Ces deux partis, l'un formé à la fin des années 1960, le second au début des années 1980, représentent l'histoire de la gauche révolutionnaire indienne, ils ont été les partis qui ont toujours essayé de démanteler le pouvoir de la bourgeoisie en Inde. Ils ont toujours été traités par la gauche révisionniste et opportuniste comme des groupes anarchistes, des terroristes fous, des rêveurs, etc. Ils ont été réprimés (tués et emprisonnés par la police et les forces militaires indiennes), mais ils ont réussi à résister et à se développer. Ces deux formations ont été les meilleurs héritiers de la tradition naxalite.

Le mouvement naxalite a débuté à la fin des années 1960 comme un mouvement révolutionnaire indien influencé par les révolutionnaires chinois. La principale zone d'influence était le Bengale, où une grande partie des masses paysannes pauvres (le Bengale était l'une des régions les plus pauvres de l'Inde) ont lancé une vaste action révolutionnaire avec de nombreux étudiants. Cette action s'est rapidement transformée en un mouvement maoïste radical (en Inde, les termes "guérilla maoïste" et "naxalite" ont une signification quasi identique). Aujourd'hui, il existe plusieurs partis qui se réfèrent à la tradition naxalite, mais certains ont depuis longtemps abandonné la stratégie révolutionnaire ou sont devenus de véritables partis de la bourgeoisie progressiste.

Le PCIm veut être un parti maoïste moderne dans le contexte de la société indienne¹.

¹"Pourquoi un parti révolutionnaire est-il nécessaire ? Parce que dans le monde, les peuples sont opprimés par leurs ennemis et veulent se libérer de leur oppression. À l'ère du capitalisme et de l'impérialisme, un parti révolutionnaire tel que le parti communiste est nécessaire. Sans un tel parti, le peuple ne peut pas renverser les ennemis qui l'oppriment". 1942, *Rectifier le style de travail*, 1942, Mao

Le parti dirige une armée populaire (People's Liberation Army) et contrôle des zones rouges en Inde, où la Nouvelle Démocratie est expérimentée. Ces zones, en plus d'être des bases de soutien pour l'armée populaire, sont des espaces où le nouveau pouvoir populaire est expérimenté. Dans les zones rouges, la confiscation des domaines des propriétaires terriens est mise en œuvre, selon le principe "la terre à ceux qui travaillent" ; les relations de caste et de classe sont abolies et la terre est donnée aux paysans. Des formes d'économie coopérative parmi les paysans se développent sur la base de leur propriété individuelle. Parallèlement à la construction des processus révolutionnaires sur le plan économico-politique, on assiste à un développement idéologique sur le plan culturel. Une culture anti-impérialiste et anti-caste sont en cours d'élaboration. Des écoles sont créées, où l'on s'efforce de lutter contre l'asservissement des femmes. Outre l'armée populaire, elle dispose d'organisations de masse dans certains secteurs sociaux (syndicats de travailleurs, associations d'étudiants et de femmes).

La composition sociale prédominante du parti est la paysannerie pauvre, et sa principale zone d'intervention est la campagne et les zones forestières. La composition sociale du parti n'invalide pas son rôle léniniste dans la société indienne : un parti d'avant-garde de la classe ouvrière, et non l'expression fortuite d'un secteur de celle-ci. Le PCIm est un parti d'avant-garde, poursuivant une stratégie qui considère la lutte armée comme centrale dans son action, en se référant à Mao : "La tâche centrale et la forme suprême de la révolution sont la conquête du pouvoir politique par la lutte armée, la solution du problème par la guerre".

La guerre à long terme est mise en œuvre par une armée populaire dirigée par le parti, qui en assure la direction politique. La relation entre la guerre et la politique est caractéristique du parti. De nombreuses formations de la gauche indiennes critiquent son prétendu excès de "militarisme", mais on oublie trop souvent que la guerre et la politique s'identifient au stade le plus élevé de la contradiction, et que seuls les gens qui ont manié le fusil peuvent mener la révolution.

Bien qu'il ait un programme révolutionnaire, il n'est pas une secte ni un parti doctrinaire, il est comme toutes les formations révolutionnaires, pragmatiques dans ses tactiques.

Le mouvement révolutionnaire en Inde ne se réduit pas au seul PCIm, nous considérons qu'il s'agit de la formation la plus attentive aux dynamiques de

classe et disposant d'un cadre révolutionnaire plus robuste, mais cela ne nie pas qu'il existe en Inde une multitude de positions et de formations liées au mouvement communiste.

Récemment, le parti a abordé plus directement la question de l'intervention urbaine, en produisant des matériaux spécifiques pour le travail militant urbain¹.

L'Inde n'est pas une nation, mais un "continent". À côté des vastes zones agricoles et de la jungle, on assiste à un processus tourbillonnant d'urbanisation et de centralisation humaine. Parallèlement à ces phénomènes, il existe une industrie moderne et un secteur tertiaire avancé (lié à l'information et à la microélectronique) en plein essor.

Ces facteurs représentent les tendances qui traversent l'Inde, et plus généralement les grandes nations du continent asiatique. La majorité de la population commence à se concentrer dans les zones urbaines. La jungle n'est plus seulement un enchevêtrement d'arbres et de rivières, la jungle est devenue également métropolitaine, de vastes zones urbaines composées d'immeubles, de cabanes, d'industries et de bureaux... dans un labyrinthe de rues et de moyens de communication et de locomotion.

Comme c'est souvent le cas, c'est la contre-révolution qui montre à la révolution son fil rouge. La défaite de la classe ouvrière lors des révolutions de 1848 a permis au mouvement ouvrier d'acquérir une maturité politique, ainsi qu'une conscience de classe, sans lesquelles il aurait été impossible de gagner sa bataille historique et de s'organiser dans les termes d'une révolution européenne². La fameuse phrase les masses ne peuvent être dirigées que sur la base de leur expérience sera reprise comme une thèse par Lénine.

La difficulté des organisations révolutionnaires indiennes historiques à s'attaquer aux villes, leurs défaites, ont néanmoins développé des mouvements souterrains de contestation et d'organisation, qui rendent les villes indiennes de plus en plus explosives. C'est le gouvernement nationaliste de Narendra Modi³ qui a utilisé le terme de naxalisme urbain pour désigner la nature dangereuse de l'environnement urbain indien actuel, traversé par de nouvelles contradictions et polarisations qui

rendent les villes indiennes de plus en plus incendiaires. Le naxalisme est indiqué comme la principale menace pour la sécurité intérieure de l'Inde. Le naxalisme urbain est le véritable spectre qui traverse la société indienne d'aujourd'hui.

Il est important de soutenir la résistance anti-impérialiste et la lutte révolutionnaire, c'est un acte de solidarité avec les peuples et les communistes révolutionnaires du monde entier, mais s'intéresser au naxalisme urbain aujourd'hui, ce n'est pas seulement faire de la solidarité et de la contre-information, c'est analyser un phénomène, celui de la dimension métropolitaine urbaine qui caractérise les principales zones de la planète. Calcutta n'est pas Paris, tout comme Hyderabad n'est pas Marseille. La question paysanne (et indigène) joue encore un rôle important pour une partie de la population indienne, mais même sur le continent indien, la dimension métropolitaine occupe une place centrale.

Aujourd'hui, être un naxalite urbain ne signifie pas nécessairement être Indien, mais être un camarade au sein de la métropole impérialiste, et intervenir dans un contexte urbain, en essayant de développer une perspective révolutionnaire adaptée au contexte actuel.

Nick Lanzetta.

¹ Perspective urbaine : notre travail dans les zones urbaines, Parti Communiste d'Inde (Maoïste)

Ce travail est intéressant même s'il souffre encore d'une approche maoïste rigide qui considère la campagne comme centrale, et la ville comme une simple base de recrutement des militants. Au-delà de ses limites, il représente cependant une tentative concrète d'établir un fer de lance dans le contexte urbain indien.

² *Les luttes de classes en France*, Karl Marx

³ Premier ministre de l'Inde depuis 2014, il est le principal dirigeant du parti nationaliste indien BJP (Parti du peuple indien).



La banlieue est au centre

La revue *Supernova* est un outil de recherches, d'enquêtes et d'analyses ancré dans un projet révolutionnaire concret. Nous voulons contribuer à la (re)construction d'un mouvement révolutionnaire en France, c'est-à-dire dans un des centres impérialistes. Nos analyses n'ont donc pas pour motif de déplorer l'état catastrophique du cours actuel du capitalisme, mêlant nos voix avec celles du cortège funèbre de la « gauche radicale », mais de nous concentrer avant tout sur les mécanismes objectifs et subjectifs qui vont détruire l'arche croulante de l'ordre établi. Les impasses du monde capitaliste ne peuvent pas nous rendre nihiliste, bien au contraire. Dans notre formation sociale, ici en France, il existe des centaines de formes de matières inflammables et d'antagonismes sociaux mais ce qui compte davantage encore, dans la perspective qui est la nôtre, c'est de déceler et d'organiser le potentiel révolutionnaire là où il se trouve, dans ses formes précises et non romancées ou fantasmées. Des « émeutes » de la jeunesse des quartiers en 2005 aux « peuple des ronds-points », nous ne cherchons pas un fantomatique nouveau « sujet révolutionnaire ». Nous ne sommes pas des subjectivistes. En l'absence d'un pôle communiste véritable, nous devons centrer nos forces et nos regards vers ce qui va permettre de le construire, sur la base d'un constat objectif. Quelles sont les forces sociales qui d'un point de vue dynamique sont en antagonisme avec le monde tel qu'il existe ? Quels sont les mécanismes qui donnent naissance et qui développent ces forces sociales ?

La destruction massive des emplois manufacturiers en France depuis les années 1970, la décomposition des centres industriels, la croissance d'emplois flexibles et à bas coûts et le maintien de millions de gens sans emplois modifient nécessairement la composition, les équilibres et les formes de lutte au sein de prolétariat. La banlieue comme refuge des « nouvelles classes dangereuses » est devenue un thème social dans ce contexte. Mais la banlieue n'est pas seulement le lieu des bannis du Capital, avec son imaginaire d'immense zone de béton déshumanisée entourant les villes lumières, une symbolique que l'on peut d'ailleurs vendre sous la forme du rap « sale » ou d'une caution de « diversité », elle est aussi et surtout un foyer de luttes du prolétariat des métropoles. De l'Etoile Nord-Africaine au Mouvement des Travailleurs Arabes, des ouvriers OS de Billancourt en 1973 à ceux de Poissy en 1983, des luttes des bidonvilles à

celles de l'« Intifada des banlieues » des années 1990, de « Résistance des banlieues » au Comité Adama, la lutte dans les banlieues, avec ses spécificités, n'a jamais cessé. Les luttes de banlieue (et plus largement des quartiers populaires) et les luttes de l'immigration (ces deux aspects étant intimement imbriqués), si elles ne sont pas corrompues en gadgets politiques pour l'ascension opportuniste d'une cohorte de « médiateurs » de la guerre sociale, sont un des foyers les plus importants de la lutte du prolétariat de France. La banlieue n'est pas en marge, elle est au centre. Ces luttes révèlent un nœud des contradictions essentielles de cette société, avec les millions de laissés pour compte des mutations du capitalisme qui font face à la dépossession progressive de leurs vies et qui affrontent, souvent isolés politiquement, les forces sociales qui les rendent superflus. L'histoire de ces luttes se doit d'être connue et métabolisée.

Les remarques nécessairement lacunaires qui suivent ont pour but de rendre aussi clair que possible le potentiel révolutionnaire du « peuple des banlieues », sans lequel aucune perspective révolutionnaire réelle n'est envisageable dans ce pays. Aucun enthousiasme artificiel de notre part, aucun romantisme urbain. Il existe mille et une limites et impasses non seulement à la mentalité « de quartier » mais aussi aux luttes spontanées qui viennent de ce secteur de la société et encore plus de difficultés pour les tentatives parfois héroïques de construire un mouvement autonome qui portent ces luttes dans le temps. Que ce soit consciemment ou non, cette expérience a touché l'obstacle principal : l'impossibilité jusqu'à nos jours de créer une autonomie de classe en France. Notre seul souci est donc de regarder en face ce qu'est le prolétariat de France et de définir une stratégie claire pour le rendre politiquement dirigeant. On ne peut pas parler de fascisme si on refuse de parler de capitalisme. Et on ne peut pas parler de révolution en France, si on ne veut pas parler des banlieues. Il n'y a pas d'échappatoire. *Hic Rhodus, hic saltus.*

La banlieue et la division du prolétariat

Le ciment de la formation sociale française repose sur une division constituée au cours des dernières décennies. C'est ce qu'avaient parfaitement perçu les instigateurs de la première *Marche pour l'Égalité* de 1983 qui dénonçaient la séparation entre des « français ou citoyens à part entière » et des « français ou citoyens entièrement à part ». Indépendamment du statut de ressortissants étrangers, une barrière sociale s'est progressivement instaurée entre ce qu'on pourrait appeler la « bonne » France et ce qui est présentée

comme l'anti-France, celle des banlieues et de ses « barbares ». Cette distinction, traditionnellement avancée par les écuries d'extrême-droite, est de plus en plus assumée et promue par les autorités politiques qui dès 1990, lors de la première Guerre du Golfe, instaurent le « plan Vigipirate » afin de surveiller la jeunesse émeutière des cités (celle de Mantes-La-Jolie, de Vaulx-en-Velin, de Sartrouville) soupçonnée de pouvoir constituer une « cinquième colonne » de soutien à l'Irak alors attaquée par une coalition de 39 pays sous l'égide des Etats-Unis, chef de file de l'Empire du Bien. Depuis, de multiples lois sur la sécurité à la loi « contre le séparatisme » ont été promulguées, et c'est cette psychose française des banlieues et de sa jeunesse issue de la colonisation qui est agitée comme le foyer d'une menace diffuse. La banlieue est au cœur des peurs françaises.

La figure de l'ennemi intérieur relié à un ennemi extérieur prend encore plus de consistance au cours des années 2000 avec le battage étatique et médiatique sur l'islam comme « problème » ou comme « obstacle à l'intégration ». Le pays phare de la laïcité organise alors le règne de la suspicion sur une partie de sa population dont l'attachement religieux serait incompatible avec la « République ». Au final, il s'agit de tracer une ligne de démarcation de plus en plus infranchissable dans la gestion de la conflictualité sociale, actuelle ou à venir, selon la loyauté ou la déloyauté. Il s'agit de constituer des « étrangers de l'intérieur » au nom d'une pseudo unité nationale pour temps de crise et de conflits présents et à venir. En effet, les discours sur le manque d'intégration ou sur l'islam portent sur l'immigration et sur ses enfants nés en France. Encore qu'il ne s'agisse pas de l'immigration au sens strict. Car les étrangers en France sont européens ou non, et là le statut est totalement différent. Les Portugais, Italiens, Espagnols ne sont plus considérés comme des « immigrés ». Donc les immigrés et leurs enfants sont les « extra-communautaires ». Or, parmi ceux-ci les plus nombreux sont issus des anciennes colonies, les deux tiers du Maghreb. Sur les 3,7 millions d'immigrés non européens qui vivent en France, les deux-tiers sont originaires d'une ancienne colonie française. 11% de la population de la métropole est considérée comme descendant d'immigré (dont un tiers d'ascendance magrébine). L'immense majorité fait de cette population partie du prolétariat. Mais il serait téméraire de s'identifier à ceux qui se « ghettoïsent » volontairement et qui organisent les fameux « territoires perdus de la République » sous la coupe d'un « lumpenprolétariat » barbare et mafieux. Les banlieues sont tellement perçues comme extérieures à la nation qu'elles sont fréquemment présentées comme des zones à

reconquérir, militairement s'il le faut. On passe ainsi du culte et du mythe de l'« intégration » dans les années 1980 à celui désabusé d'une désintégration définitive des parias parqués qui n'ont pas leur place au banquet de la République bourgeoise.

Alimenter une suspicion et une hiérarchie entre ce qui est pour l'essentiel une partie du prolétariat et les autres fractions du prolétariat, c'est une détermination concrète du rapport entre le capital et le travail. Le capitalisme génère certes spontanément la concurrence entre les membres d'une même classe mais pour que les conditions de production de la plus-value soit optimale, il convient pour la classe dominante de renforcer ces divisions. Le fait que le prolétaire français se sente protégé par « son » Etat et se sente le plus éloigné possible des prolétaires étrangers qui vivent la « double absence »¹ et des « jeunes de banlieue » assignés à résidence et relégués dans une surpopulation permanente des 5 millions de chômeurs et des 10 millions de pauvres, c'est le « secret de l'impuissance du mouvement ouvrier » pour reprendre les mots de Marx².

Ce qu'est la banlieue, hier et aujourd'hui

De quoi parle-t-on quand on parle de banlieues en France ? Il ne s'agit pas d'une question géographique, de politique urbaine ou de choix architecturaux. D'ailleurs, les banlieues tentaculaires et périurbaines comportent des constructions ininterrompues de deux ou trois dernières décennies de zones pavillonnaires dans lesquels les classes dites moyennes tentent de vivre un entre-soi protecteur, à l'écart des cités « sensibles ». Mais, dans le langage courant, la banlieue désigne en France, les quartiers populaires d'habitations HLM (habitat social) qui pour la plupart entourent les centres métropolitains et gentrifiés des grandes villes (à l'exception notable de Marseille et de ses Quartiers Nord). Depuis que la « question des banlieues » a émergé dans les années 1980, l'Etat français lui a dédié un ministère, celui de la « Politique de la ville ». Ce ministère ne s'occupe pas en fait des villes de toutes les banlieues mais exclusivement des quartiers pauvres.

Partons d'abord de ce que l'Etat français dit lui-même de ces quartiers dans ses rapports officiels. La banlieue est perçue par les autorités selon différentes nomenclatures qui ont évolué. Jusqu'en 2014, les quartiers considérés comme les plus défavorisés étaient appelés les ZUS (751 zones urbaines sensibles) ciblées comme les prioritaires, elles-mêmes englobées dans les 2500 quartiers

1 Cf Abdelmalek Sayad, *La double absence*. Un livre qui analyse la situation du prolétaire exilé, absent de son pays et considéré comme absent dans celui dans lequel il vit.

2 Cf. texte de Marx sur les anglais et les Irlandais (à citer)

prioritaires. Les zones urbaines sensibles formalisent la notion de « quartier en difficulté ». Définies dans la loi de novembre 1996, elles sont « caractérisées [notamment] par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi ».

Aujourd'hui, l'Etat nomme ces quartiers par le vocable de QPV (Quartiers de la Politique de la Ville)¹, il les a réduits à 1500 en 2015, sous la présidence de François Hollande. Ils comptent officiellement près de 6 millions d'habitants. Le principal critère d'appartenance à un QPV est la concentration de pauvreté en comparant le revenu moyen des habitants au revenu médian de référence en France. Si on consulte le rapport 2021 de l'Observatoire national de la politique de la ville, on remarque que le taux de pauvreté est 3 fois plus élevé dans les QPV (43, 5% en moyenne contre 14.5%, et au-dessus de 50% pour les familles monoparentales). Les bénéficiaires des minimas sociaux (comme le RSA ou la C2S, complémentaire solidaire santé, qui remplace la CMU depuis 2019) y sont en proportion au moins deux fois plus nombreux qu'ailleurs. Les écoles des quartiers populaires appartiennent pour la plupart au réseau prioritaire (dit REP ou REP+) qui concentre les élèves dont la réussite scolaire est affaiblie par leur situation sociale. Les professeurs y sont en moyenne plus jeunes et donc moins expérimentés. 59,7 % des collégiens scolarisés dans un établissement public des QPV ont des parents issus des catégories sociales défavorisées, soit un taux deux fois et demi supérieur à celui des collégiens résidant en dehors de ces quartiers (24,7 %)². La

1 Les quartiers prioritaires de la politique de la ville ont été définis à partir du critère de concentration de la population à bas revenus. Le concept de bas revenus prend en compte les revenus fiscaux déclarés, tandis que le concept le taux de pauvreté monétaire prend en compte le revenu disponible, c'est-à-dire le revenu après impôts et redistribution sociale.

Le taux de pauvreté monétaire est un indicateur calculé à partir de la répartition des revenus en fonction du revenu médian. Il est communément calculé au seuil de 60 % du revenu médian, qui était de 1 837€/mois pour une personne seule en 2019. On estime donc qu'une personne est pauvre si ses revenus sont inférieurs à 1 102€ par mois. En 2019, l'Insee comptait 9,2 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté monétaire, auxquelles il faut ajouter environ 1,6 million de pauvres qui échappent aux statistiques. Ces chiffres n'incluent pas les DOM (départements d'outre-mer) davantage frappés par la pauvreté.

2 Les professions et catégories socio-professionnelles des responsables légaux (parents, tuteurs...) sont regroupées d'après la répartition suivante :

- la catégorie dite « défavorisée » comprend les ouvriers, qualifiés et non qualifiés, les ouvriers agricoles, les retraités employés ou ouvriers et les personnes sans activité professionnelle ;
- la catégorie dite « moyenne » comprend les agriculteurs exploitants, les artisans, les commerçants et assimilés, les employés administratifs et du commerce, les policiers et militaires, les personnels de service direct aux particuliers (employés d'hôtellerie et de restauration, concierges...), les retraités agriculteurs exploitants, les retraités artisans, commerçants ou chefs d'entreprise ;

séparation essentielle des enfants scolarisés a lieu au lycée : la moitié des jeunes lycéens scolarisés venant des quartiers le sont dans les filières professionnelles.

En ce qui concerne l'emploi, on peut noter que dominant les emplois non qualifiés et l'inactivité. Selon le rapport de 2021 (p.64) : « En QPV, l'inactivité, c'est-à-dire la situation des personnes n'étant ni en emploi, ni au chômage au sens du Bureau international du travail (BIT), est particulièrement élevée et stable depuis 2014. Parmi les personnes âgées de 15 à 64 ans, en 2020, la part des inactifs dépasse 40 %, soit 13,3 points de pourcentage de plus que dans les autres quartiers des unités urbaines englobantes (graphique 1). Cette inactivité se décompose en deux catégories de personnes : d'une part, celles qui sont en formation ou en études, ce qui les place ainsi en dehors du marché de l'emploi. Ces personnes représentent 11,0 % des 15-64 ans habitant dans les QPV, soit un niveau similaire à celui observé dans les autres quartiers (11,9 %). Pour les 15 à 29 ans, cette situation concerne une personne sur trois ; d'autre part, les « autres inactifs », c'est-à-dire les personnes qui sont en dehors du marché de l'emploi pour d'autres raisons : maladie, contraintes familiales, retraites, découragement, souhait de ne pas travailler... Ces personnes représentent la part la plus importante des inactifs en QPV (30,8 % des 15-64 ans). »

D'autre part : « En 2020, les résidents en QPV sont plus souvent ouvriers ou employés (70,8 %) que ceux des autres quartiers des unités urbaines englobantes (39,3 %). ». Les CDD et les missions d'intérim représentent 22, 4% des emplois salariés et ont tendance à augmenter progressivement.

Ces données nous indiquent que malgré certaines apparences trompeuses les quartiers populaires ne sont pas véritablement une contre-société mais plutôt le miroir grossissant et en partie déformant des contradictions qui innervent tout le reste de la société française. Les quartiers sont massivement frappés par le chômage, de plus en plus éloigné d'un vécu ouvrier commun, mais ils connaissent aussi les formes d'exploitation actuelle. Ceux qui se veulent les sorciers guérisseurs des maux du capitalisme et toute la bande des socioflics spécialisés dans la « crise des banlieues » ont et auront de plus en plus de mal à justifier leurs pitoyables remèdes puisque

- la catégorie dite « favorisée » comprend les « professions intermédiaires » de la santé et du travail social (infirmiers, éducateurs spécialisés...), de la fonction publique, du commerce ou des entreprises, les techniciens, les contremaîtres, les agents de maîtrise, les retraités cadres et professions intermédiaires ;
- la catégorie dite « très favorisée » comprend les professions libérales, les cadres de la fonction publique et des entreprises, les enseignants, les professions de l'information, des arts et du spectacle, les chefs d'entreprise de dix salariés ou plus. Le caractère discutable et arbitraire de cette classification ne peut que sauter aux yeux. Comme la plupart des indicateurs issus de la statistique bourgeoise, il est à réinterpréter selon les catégories du marxisme.

l'état réel des quartiers populaires, leur paupérisation, leur harcèlement policier, leur humiliation permanente et donc leur immense et lancinante révolte (rendue visible par les épisodes d'émeutes) ne sont pas des accidents de l'histoire mais le produit nécessaire inéluctable des rapports sociaux et des mutations récentes du capitalisme. Plus de 40 ans de « Politique de la Ville » n'ont d'ailleurs pas empêché ce qu'on nomme la ghéttoïsation et la fabrication de « parias urbains », car ce sont les rouages de la production sociale des inégalités qui sont jeu. On ne peut pas préserver ces rouages et supprimer leurs effets. Il faut rappeler ici un texte qui n'a pas pris une ride, celui sur la « crise du logement » d'Engels : « La "crise du logement" - à laquelle la presse de nos jours porte une si grande attention - ne réside pas dans le fait universel que la classe ouvrière est mal logée, et vit dans des logis surpeuplés et malsains. Cette crise du logement-là n'est pas une particularité du moment présent ; elle n'est pas même un de ces maux qui soit propre au prolétariat moderne, et le distinguerait de toutes les classes opprimées qui l'ont précédé ; bien au contraire, toutes les classes opprimées de tous les temps en ont été à peu près également touchées. Pour mettre fin à cette crise du logement, il n'y a qu'un moyen : éliminer purement et simplement l'exploitation et l'oppression de la classe laborieuse par la classe dominante. Ce qu'on entend de nos jours par crise du logement, c'est l'aggravation particulière des mauvaises conditions d'habitation des travailleurs par suite du brusque afflux de la population vers les grandes villes ; c'est une énorme augmentation des loyers ; un entassement encore accru de locataires dans chaque maison et pour quelques-uns l'impossibilité de trouver même à se loger. Et si cette crise du logement fait tant parler d'elle, c'est qu'elle n'est pas limitée à la classe ouvrière, mais qu'elle atteint également la petite bourgeoisie. »

Les mêmes mécanismes sont à l'œuvre aujourd'hui. Le capitalisme ne résout pas le problème de base du logement pour des millions de vie. Après les vagues de désindustrialisation débutées dans les années 1970, de délocalisations, de perte de plus de 50% des emplois manufacturiers dans les zones traditionnelles de l'industrie en France, la surpopulation relative a grandi de façon gigantesque autour des métropoles urbaines. La composition des métropoles et de ce qui les entoure ont changé. L'économiste Sassen explique que dans les métropoles mondialisées cohabitent désormais deux types de populations : les employés des grandes firmes et un second type composé des « serviteurs » de ses employés. Mais la naissance des grands ensembles se fait dans un autre contexte. Les cités d'habitat social ont été pour la

plupart construites dans les années 1950 et 1960. L'industrialisation du XIXème et début XXème siècle avait déjà drainé hors des centres urbains un habitat ouvrier étendu qu'elle générait, ainsi qu'une peu étendue mais fameuse « zone » sordide et délaissée des biffins et chiffonniers qui va commencer dès la fin du XIXème siècle à alimenter les faits divers et le mythe des sauvages d'une banlieue « coupe-gorge ». Ce mythe était contrebalancé par celui de la « banlieue rouge » autour de Paris, avec ses réseaux de solidarité et toute une vie sociale prolétarienne organisée par le PCF et ses mairies, de l'entre-deux guerre à l'après seconde guerre mondiale. Les grands ensembles sont alors apparus selon une volonté de l'Etat dans une période de reprise du capitalisme et de la démographie.

De 1955 à 1975, c'est le fonctionnalisme des unités de barres et de tours qui domine. Paradoxalement, ces grands ensembles étaient présentés comme des « cités radieuses », laboratoires du confort moderne et de la « mixité sociale », qui devait faire vivre en harmonie des membres de différentes classes sociales. Il s'agissait d'un des grands projets d'harmonie sociale des Trente glorieuses et de son capitalisme « à visage humain ». Cette cohabitation rêvée entre classes a pourtant peu duré. Les cités sont devenues, progressivement, au cours des années 1970 et 1980, le lieu de vie quasi exclusivement des fractions les plus pauvres du prolétariat, en particulier des générations successives de l'immigration issue des anciennes colonies françaises. La modernité des cités se retourne sur elle-même : les périphéries urbaines pauvres sont alors vécues comme un « univers concentrationnaires » constituées de cités dortoirs sans âme. Les barres et les tours des cités dortoirs agglomèrent une population captive. Les banlieues deviennent les lieux indésirables par excellence. Des lieux qui sont l'envers de la société libérale puisque le libre choix de son cadre de vie n'y existe pas. On habite en cité souvent parce qu'on ne peut pas vivre ailleurs. Si on choisit d'y vivre c'est à cause du loyer attractif, un non-choix. Les limites du quartier apparaissent comme des frontières symboliques aux yeux de tous. Ce qui les rapproche de la définition du ghetto selon les critères dégagés par Loïc Wacquant¹ : enclavement, stigmatisation, homogénéité sociale et ethnique, discrédit. Le destin social des cités montre l'incapacité de la bourgeoisie et de ses Grands Corps d'Etat à gérer la société selon un « plan », à l'inverse d'une image souvent véhiculée d'une classe dominante toute puissante. En effet, on n'avait pas prévu que les couches les plus défavorisées de la société française formeraient le noyau persistant de la population des grands ensembles, en raison entre autres du bref

¹ Loïc Wacquant, Parias urbains, La découverte, 2006

passage de la « classe moyenne ». La crise économique de 1975 et ses conséquences va accélérer la dévalorisation et le rejet des cités. Ceux qui avaient l'espoir d'en partir n'en n'ont plus les moyens et ceux qui arrivent sont dans une situation plus précaire encore que les prédécesseurs. Pour l'immense majorité toute perspective de réelle promotion sociale est morte.

Le site étatsunien et militant *Kites'* insiste sur l'idée qu'il faut reconnaître le potentiel révolutionnaire particulier des prolétaires « sans réserves », qu'il s'agisse par exemple du prolétariat noir ou immigré aux USA. Nous pouvons reprendre cette idée dans les circonstances qui sont les nôtres en France. On a d'ailleurs souvent été jusqu'à nier que les habitants des cités et en particulier la jeunesse des quartiers fasse partie de la classe ouvrière, car on rejetait son expression et ses formes de luttes. Cela provient d'une conception stéréotypée et étroitement syndicaliste de la classe digne du fordisme et de tout un folklore suranné. Les caractéristiques de la vie des cités ouvrières et immigrées dessinent une même condition de vie, constituée sur des revenus plus faibles et plus irréguliers qu'ailleurs, dans la hantise des fins de mois qui commencent bien avant la fin du mois, dans l'angoisse des flexibilité horaires et de ne pas retrouver un emploi si on perd le sien². Le chômage est parfois passé de 8% à 45% dans certaines cités, il touche massivement les plus jeunes et en particulier ceux des banlieues nord et est de Paris, de Marseille ou des DOM. Les cités renferment une large population excédentaire devenue superflue pour l'accumulation du capital et c'est en partie de l'organisation et de la lutte de cette partie du prolétariat que dépendra tout progrès d'un mouvement révolutionnaire à venir. De toute façon, le sentiment de révolté est déjà présent, il peut aussi signifier que souvent, face à l'instabilité et au désespoir de cette vie, l'avenir n'a pas de sens. Même la progression du niveau scolaire ne règle pas un problème qui vient de la raréfaction des emplois. La question qui domine dans l'esprit de la population des cités est alors naturellement celle de son traitement « à part », c'est-à-dire que pour une large part, la prise de conscience de l'oppression de classe se fait à travers la lutte contre les

discriminations racistes. Par ailleurs, cette situation, amplifiée par les conditions de logement et la carence des services sociaux, permet de comprendre ce qui a alimenté et alimentera les révoltes sporadiques et répétitives nées pour la plupart suite à un harcèlement et à des crimes policiers qui viennent parachever le traitement spécial réservé aux cités.

Tamara B.



1 kites-journal.org

2 On peut ajouter que cette crainte bien ancrée dans la réalité est nourrie par des politiques de discriminations tout à fait ouvertes. « En région parisienne, notent les sociologues Stéphane Beaud et Michel Pialoux, où les possibilités de travail sont plus grandes (...), une partie non négligeable des garçons de cités travaillent dans des emplois d'exécution : en usine, à Roissy, dans le tertiaire non qualifié (tris postaux, centres d'appel, etc.). Or depuis le 11 septembre [2001], Roissy qui était un gros employeur de jeunes de cité semble bien avoir fait le ménage, craintes de menaces terroristes à l'appui. Citroën Aulnay a récemment "licencié" 600 intérimaires, Poissy [annonçait] 500 "licenciements" d'intérimaires en décembre 2005 ». La « racaille » et les « vrais jeunes », critique d'une vision binaire du monde des cités, par Stéphane Beaud et Michel Pialoux

Pour un bilan politique des luttes des cités ouvrières de l'immigration

Les formes de luttes des quartiers populaires en France depuis les années 1970 sont diverses et possèdent une profondeur historique qui ne peut pas être niée. L'appellation elle-même de « quartiers populaires » est certes sujette à caution (comme d'ailleurs tout ce qui touche aux secteurs opprimés d'une société), et si on veut clarifier, il est sûrement préférable de reprendre les termes employés par certains dans la génération de militants des années 1980 qui voulaient porter la voix et les aspirations des « cités ouvrières de l'immigration », la dimension de classe et la spécificité immigrée étant imbriquées sans se confondre totalement. Quoi qu'il en soit, le bilan *politique* des luttes qui ont comme base sociale les cités est nécessaire, au-delà du témoignage et des indispensables chronologies. Il n'a été produit que partiellement par les acteurs de ces luttes¹. C'est une grande tâche qui reste encore à réaliser. Bien sûr, on lit toujours le passé par le prisme des perspectives présentes. Or, les lectures actuelles de ces luttes passées apparaissent comme dominées par des approches libérales qui concluent que le sens historique des luttes des dominés dans les quartiers est au final une lutte des places sociales à négocier (qu'elle soit celle de l'idée limitée d'une « lutte pour la reconnaissance » et d'intégration dans cette société, dans le pire des cas un simple marchepied individuel², ou la même idée, sous d'autres atours, c'est-à-dire sa version racialisée d'une affirmation d'une identité noire et/ou arabe sous la forme d'un lobby ou qui serait porteuse en elle-même d'une « radicalité »³). En fait, on ne peut pas nier la pertinence même partielle de cette optique, du moins en ce qui concerne les stratégies de survie de vies broyées d'une part et d'autre part les ambitions d'ascension sociale de franges

1 La plupart des écrits disponibles étant le fait de sociologues et d'historiens, quelques textes seulement étant le fait des acteurs des luttes et de leurs organisations.

2 C'est la figure du « khobziste » (du « pain » en arabe), qui désigne celui qui ne soucie que de sa « croûte », l'arriviste, l'opportuniste. Un specimen très répandu par exemple dans les quartiers Nord de Marseille où le clientélisme est roi et où les justifications misérabilistes sont imparables (« c'est la seule chose qui nous reste, alors on a raison de la prendre »).

3 Une lecture étroitement racialisée des quartiers aboutit, à des propositions involontairement comiques, comme dans un article récent qui se demande très sérieusement si Jul et Ribéry sont encore des blancs. Un rappeur blanc des cités de Marseille et un joueur de football blanc, issu d'un quartier défavorisé et converti à l'Islam, ont effectivement du mal à rentrer dans les cases de concepts-slogans qui ne rendent pas compte de la vie réelle. La plupart des quartiers sont majoritairement mais pas exclusivement habités par des enfants de l'immigration dite postcoloniale. Ce simple fait devrait contraindre à articuler les dimensions sociale et raciale, ce qui était très fréquent dans les années 1980-1990 et qui est assez souvent effacé aujourd'hui.

intellectuelles marginales qui n'ont pas de place au soleil de la République.

Les enjeux essentiels ne sont pourtant pas là à nos yeux. Notre perspective, que nous ne pouvons qu'ébaucher ici, est qu'un bilan des luttes des cités doit comprendre qu'il s'agit avant tout d'une histoire des combats d'une partie du prolétariat multiracial de France, et qui comme d'autres formes de la lutte de classe sont confrontées à leurs perspectives réformistes ou révolutionnaires. La question principale à laquelle on doit s'atteler est donc de savoir en quoi l'histoire des luttes des « banlieues » a contribué et peut contribuer ou non à la formation d'une force autonome du prolétariat, seule réalité politique capable de remettre en cause les rapports sociaux dominants. Tout ce qui a servi et peut servir à construire cette autonomie politique est un patrimoine commun pour le prolétariat d'ici et d'ailleurs. Il se trouve que l'ancien mouvement ouvrier et ses représentants politiques qui participent à la démocratie représentative bourgeoise ont pour l'essentiel instrumentalisé, ignoré et parfois combattu les formes de luttes issus des cités. C'est une des raisons pour lesquelles les luttes de « banlieue » sont et ont toujours été dans une relation complexe de liaison et de distinction avec les autres luttes revendicatives du prolétariat. C'est à la fois leur force et souvent leurs limites. Pour l'essentiel, ces luttes, malgré toutes leurs limites et contradictions, ont ouvert la voie à ce que pourrait être une véritable force révolutionnaire au sein des métropoles. C'est leur aspect principal et sous cet angle, nous ne regardons pas cette histoire comme une longue litanie d'échecs, d'impuissance et de déceptions. Tout l'enjeu de ces luttes et de leur avenir se joue précisément selon nous dans cette relation avec l'ensemble du prolétariat et dans son potentiel révolutionnaire. Dans le cas de l'histoire des luttes dont nous parlons ici, la question à laquelle une grande partie du « peuple des cités » a du faire face depuis les années 1970, c'est le procès d'illégitimité de la présence des immigrés et de leurs enfants sur le territoire national. De cette situation première découlent deux orientations possibles : 1) celle qui limite les luttes à cette dimension (« nous sommes légitimes dans ce pays ») et donc qui se limite à une place reconnue dans le système de domination du capital. 2) celle qui ne se limite pas à une demande d'être exploité et dominé comme les autres « citoyens » mais qui vise le changement des rapports sociaux et des hiérarchies que ces rapports créent chaque jour. Marx affirmait ainsi que la classe ouvrière était révolutionnaire ou qu'elle n'était rien. Autrement dit, l'existence politique n'a de sens qu'à travers une

position stratégique prise sur ce qu'est le système social dans lequel nous vivons, c'est-à-dire le système capitaliste-impérialiste. Mais tout l'art « subtil » de la lutte politique autonome par rapport aux forces bourgeoises est de relier les milles et unes luttes et formes de résistance concrètes à un affrontement global.

Essayons de parcourir de façon brève et nécessairement très allusive, des jalons des luttes des cités ouvrières de l'immigration. On peut afin de mieux se repérer, et malgré un découpage en partie arbitraire, distinguer trois périodes de luttes distinctes mais reliées entre elles : 1) Les années 1960 et 1970, qui sont celles des bidonvilles, des premiers grands ensembles, des OS et des luttes des travailleurs immigrés en particulier des prolétaires venus d'Afrique. 2) Une deuxième période est celle des enfants de ces travailleurs qui autour des différentes « marches pour l'égalité » au début des années 1980 ont tenté de s'organiser comme force sociale et politique à l'échelle nationale, en particulier dans les années 1990. 3) Enfin, la période qui suit les révoltes des cités de novembre 2005 jusqu'aujourd'hui dans laquelle la psychose française contre les cités est devenue une norme de la scène politique bourgeoise, alors qu'une réponse par « en bas », autoorganisée et venant directement des quartiers, peine à exister et cherche encore sa voie.

Parmi toutes les luttes de la première période, deux expériences d'auto-organisation sont particulièrement marquantes : celles du MTA (Mouvement des Travailleurs Arabes) et la lutte des foyers SONACOTRA¹. Le MTA n'est pas un mouvement issu des quartiers populaires mais son histoire va marquer les générations militantes suivantes et ses membres vont à travers le journal *Sans Frontière* transmettre une vision et un savoir-faire de luttes aux « jeunes immigrés » des années 1980.

Impulsé suite aux Comités Palestine et proche de la Gauche prolétarienne (maoïste), Le MTA est créé en 1972 par des militants arabes et français. Le MTA va principalement organiser au quotidien les OS (ouvriers spécialisés immigrés) et lancer une grève contre le racisme en septembre 1973. Son existence suffit à tordre le cou à l'image de pères ouvriers qui courbaient l'échine et se rendaient volontairement invisibles dans l'espace public. Dès ces années les questions qui vont être celles des générations

suivantes sont déjà présentes : crimes policiers et racistes, logements insalubres question des titres de séjour et du statut juridique, solidarité avec le mouvement de résistance en Palestine². Outre les revendications, le second leg du MTA sera une expérience de l'autonomie, une autonomie qui est une réponse au fait que leur statut juridique les empêche de participer pleinement à la vie syndicale et politique (selon une frontière national/étranger) mais aussi aux faiblesses d'un monde syndical ne prend pas en compte les revendications spécifiques des travailleurs immigrés et qui arrête sa lutte aux portes des usines. La notion d'*autonomie* est celle que les décisions doivent être prises par les premiers concernés, ce qui ne signifie pas la fin de la lutte commune dans les comités d'atelier. On peut voir qu'existe déjà et toujours la question de l'articulation entre la condition de l'immigré issu des colonies et celle de l'exploitation commune, c'est une détermination concrète de la situation de classe et non une lubie « identitaire ». Cette lutte du MTA fait aussi reculer le « mythe du retour » et pose donc la question de l'installation durable en France. La grève contre le racisme de 1973 est une action inédite en France puisqu'il s'agit de mobiliser les usines sur des questions qui se jouent en dehors de l'usine, à la suite d'assassinats de travailleurs arabes et de jeunes, la région de Marseille étant particulièrement touchée par le phénomène. Cette grève sera suivie par l'emprisonnement et l'expulsion de plusieurs dirigeants du MTA.

La seconde période des luttes que nous évoquons est celle qui part directement des cités ouvrières de l'immigration et qui sont menées par ceux qu'on appelle alors les « jeunes immigrés ». La mort de Lahouari Ben Mohamed à Marseille le 18 octobre 1980, les « rodéos » des Minguettes en 1981, inaugurent des mobilisations qui partent de la dénonciation des crimes policiers et de leur impunité. A Paris, les « mères contre les crimes racistes et sécuritaires », les mères de la « Place Vendôme »³ ne seront pas reçues par la Grande Conscience de gauche qu'est le Garde des Sceaux, Robert Badinter. Ce qui unifie la marche c'est le refus d'être maintenue comme la « part maudite » de la France avec le procès permanent de la légitimité de sa présence : « On s'en fout, on est chez nous ! ». C'est le moteur principal de la « Marche contre le racisme et pour l'égalité » qui arrive à Paris le 3

¹ Pour le mouvement de la grève des loyers des foyers SONACOTRA (aujourd'hui ADOMA), qui préfigurent nombre de mouvements comme celui qui ira du foyer Nouvelle France de Montreuil aux mouvements des sans-papiers de Saint-Bernard, nous renvoyons à un texte qui en fait le bilan sous l'angle d'une organisation particulière, l'UCFML editionsproletariennes.fr/Dochml/presse/brochures/ucfml/Histoires-onac.htm

² C'est ce qui distingue l'antisionisme affiché de la GP jusqu'en 1972 des positions de « soutien critique » à la Palestine de la plupart des groupes trotskystes

³ Des mères de victimes qui reprennent la symbolique des mères « folles » d'Argentine qui se réunissaient chaque semaine pour demander à la junta où étaient passés leurs enfants disparus. On trouve des chronologies de ces crimes sur une longue période dans *Bastamag* et dans la revue *Vacarme* sur les morts de Dammarie-Les-Lys, Abdelkader Bouziane et Mohamed Berrichi.

décembre 1983 et réunit des dizaines de milliers de personnes. Les crimes et la *hagra* (l'humiliation, l'abus de pouvoir) sont le vécu commun qui permet une prise de conscience collective et d'une expression politique spécifique. Pendant plusieurs années c'est l'effervescence militante, de nombreuses luttes locales sont menées, en région lyonnaise, l'épicentre des marches, mais aussi en région parisienne ou lilloise, comme ailleurs en France. Mais les tentatives d'unification des groupes militants locaux vont échouer. S'organiser de façon autonome à l'échelle nationale, définir un programme clair et rester implanté au cœur des quartiers sans devenir une succursale ou un relais de la politique bourgeoisie officielle : tous ces défis ne sont pas relevés. Le passage des militants de la Marche par la politique électorale ou le travail social dans le cadre institutionnel signifient un abandon progressif des engagements sur le thème police/justice. L' élu « expert des banlieues » devient un contre-feu qui passe avec armes et bagages au service de la gestion de l'Etat bourgeois. Ce qui marque cette génération ce sont les tentatives de détournement et d'usurpation de ses combats, surtout par le « fameux » SOS Racisme, créé et financé de toutes pièces par le PS au pouvoir pour noyer les revendications contre la police et la justice, et donc l'Etat, dans un antiracisme inoffensif et moral. Le noyau de militants qui va à nouveau essayer de fédérer des luttes autonomes des quartiers durant les années 1990, c'est le MIB (Mouvement de l'Immigration et de la Banlieue), qui va être un fer de lance jusqu'au début des années 2000.

Un nouveau groupe de banlieue parisienne, *Résistance des Banlieues*, surtout implanté dans les Yvelines (Mantes, Sartrouville, Chanteloup, Les Mureaux) et les Hauts de Seine (Nanterre et Colombes) essaie de relancer la mobilisation sur les crimes policiers et sur la question de la double peine. Cette démarche aboutira à la naissance du MIB. Au début des années 1990, dans un climat de suspicion lié à la première guerre du Golfe, a lieu un nouveau cycle d'émeutes qui débute dans la région lyonnaise avec la mort de Thomas Claudio, percuté par une voiture de police à Vaulx en Velin en octobre 1990 dans la ZUP, le Mas du Taureau¹. Puis c'est la mort de Djamel Chattouh tué à Sartrouville d'un coup de fusil à pompe par un vigile arabe à l'hypermarché Euromarché de Sartrouville le 26 mars 1991. Fin du mois de mai mort d'Aïssa Ilich au commissariat de Mantes, tabassé par les policiers, puis mort de Youssef Khaïf, le 9 juin, 23 ans, tué par

le policier Hiblot d'une balle dans la nuque au volant d'une voiture volée². Ce sont ces crimes, avec des dizaines d'autres, qui alimentent la chroniques des cités reléguées et alimentent le feu militant. Le cycle émeutes/mobilisations contre l'impunité policière va agréger des militants et rapprocher à nouveau ceux de Paris et de Lyon. Des comités de soutien aux familles et de solidarité avec les inculpés sont créés. Mais les associations comme Agora à Vaulx-en-Velin ou l'Association des Jeunes de Sartrouville élargissent leurs revendications à la défense des intérêts de l'ensemble des habitants des quartiers, jusqu'à ce que des tentatives d'organisation à l'échelle nationale voient le jour. Le conflit entre l'Etat et les classes populaires prend souvent pour les quartiers la forme du conflit des classes populaires face à la justice et la police. Assumer pleinement cette contradiction est le propre du MIB, qui s'éloigne ainsi de toutes les expressions immédiatement réformistes de l'antiracisme quand il a pour finalité de négocier un partenariat avec les Autorités politiques. C'est une loi imparable : la « gauche » peut appeler à se mobiliser quand un crime est commis est commis par un sbire d'extrême-droite, mais elle s'y refuse quand le crime n'a pas cette signature. Ce qui le distingue sûrement aussi c'est la prise en compte de la légitimité, de la force mais aussi d'un discours sur les limites des « émeutes ». L' « émeute » permet de faire connaître la violence d'Etat, elle permet aussi de prendre la parole et faire parler sur ce qui resterait sans elle dans l'anonymat des contrôles permanents et des humiliations. L' « émeute » rend visible, regroupe et soude des acteurs. Elle a valeur d'alerte et de démarcation. Quoi de plus déplorable et de plus pathétique que ceux qui entretiennent les mythes du « peuple de gauche », qui magnifient pieusement les soulèvements ouvriers du passé et qui vomissent tout leur ressentiment et leur peur sur les révoltes des laissés pour compte, le gibier désigné par la haine chauvine en tant que « français de papier ». En assumant, l'antagonisme avec l'Etat, en cherchant avant tout l'implantation et la légitimité au cœur des quartiers populaires, en multipliant des actions d'éclat où l'on défend les « indéfendables » et les parias, le MIB³ a été sans conteste, et malgré d'indéniables limites, l'expression la plus

2 Chercher les verdicts prononcés dans ces affaires vaut le coup pour comprendre très concrètement ce que signifie l'expression justice de classe et la justice raciste.

3 Le MIB est créé en 1995 bien que son appellation soit alors « Pour un MIB ». On peut considérer que le lancement de la campagne « Justice en banlieue » en mars 1997 signe aux yeux du « milieu » militant son acte de naissance. Un an plus tard, le MIB sera le centre d'une campagne sur « le droit au retour » en Palestine. Dans cette période très dense, il y aura la question du soutien mais aussi de positions critiques sur la question des soutiens avec le grand mouvement des sans-papiers. Sur la chronologie du MIB, outre leur site, nous recommandons les livres de Mogniss. H. Abdallah auxquels nous reprenons des éléments factuels.

1 Voir le texte de Farid, son ami, « *voilà pourquoi la haine* », un texte sur Thomas qui avait la polio mais refusait d'être un assisté. Les *Temps modernes*, n°545-546, décembre 1991.

intéressante et la plus avancée des luttes des cités ouvrières et immigrées. Le MIB s'est défini avant tout comme un regroupement social et non ethnique et si il est affirmé très tôt dans ses textes que les banlieues sont les héritières du colonialisme dans leur gestion, cette dimension ne sert pas d'étendard ou de mode de définition unique, car ce qui est principal c'est la réalité sociale commune vécue dans les cités et non telle ou telle identité héritée. D'où la participation du MIB au mouvement des chômeurs et précaires avec la création de « La Chorba » qui approvisionne les Assedics occupés (ancêtres de Pôle Emploi) en 1997-1998. Une marche des chômeurs et des jeunes de cités, qui n'ont pas alors accès aux minimas sociaux, part de Vaulx-en-Velin et rejoint alors l'université de Nanterre pour fêter à sa manière les 30 ans de mai 68¹ en occupant l'université le 22 mars.

A l'automne 2001, suite à l'acquittement définitif du policier qui avait tué Youssef Khaïf, le MIB appelle à une riposte politique. La presse de Libération au Figaro dénonce sa mobilisation devant le tribunal comme une « pression inadmissible » sur la justice et une ambiance d'« intifada ». Le climat politique des élections présidentielles de 2002 axé sur l'insécurité et déjà sur les « ennemis intérieurs » de l'Islam radicalisé est loin d'être favorable. La difficulté principale qui se présente alors au MIB est celle de passer du statut de « syndicat des cités » à celui d'un mouvement politique autonome à vocation nationale. Le problème vient bien sûr des aspects organisationnels comme celui d'unifier les expériences militantes diverses, ou encore celui des moyens financiers et du découragement devant l'idée d'avoir à toujours recommencer, mais l'essentiel vient d'une impasse bien plus grande et plus basique. Le passage à la dimension d'un mouvement politique est pensé au cours des années 2000 sous la forme d'une demande de reconnaissance « citoyenne » et d'un accès au champ politique électoral local et national. Or, quel sera le projet politique ? Si on ne considère les positions anticapitalistes que comme « déconnectées » que doit-on dire sur les causes et l'origine de l'oppression en banlieue ? Doit-on en rester à l'idée qu'elle vient d'une mauvaise gestion des élites ? Si l'on privilégie le seul « vécu commun des luttes » cela se fait nécessairement au détriment de l'élargissement et de l'élaboration d'un programme et d'une analyse approfondie des contradictions de la société. De toute façon, un véritable mouvement politique national ne verra pas le jour. Malgré des luttes locales marquantes comme celle contre l'apartheid urbain au Petit-bard de Montpellier, ou des actions à Grasse, ou à Nîmes,

à Clermont-Ferrand, et malgré la multiplication des FSQP (Forum social des Quartiers Populaires) depuis 2007 qui se fixaient cet objectif. L'expérience du MIB en tant que structure autonome prendra fin.

Dans la dernière période des luttes des cités ouvrières et immigrées, aucun nouveau MIB n'a émergé suite à la plus grande révolte qu'aient connue les cités de France en novembre-décembre 2005. Ce qui a suivi la mort par électrocution de Bouna et Zyed à Clichy-sous-Bois était tout autre chose. Il y a eu un immense décalage entre l'explosion de haine de classe et ce qu'on appelle sa traduction politique. Localement, le mouvement très bien subventionné AC le FEU ! (tout un programme...) a collecté des « doléances » un peu partout pour les présenter aux autorités politiques « légitimes », le tout accompagné d'une grande campagne pour s'inscrire sur les listes électorales. Les pompiers de service, dans la désillusion générale, n'ont eu malgré tous leurs efforts qu'une audience finalement très limitée sur le « terrain » mais en revanche énorme et totalement disproportionnée dans les médias. Et cette donnée va énormément influencer les formes d'expression qui vont apparaître après 2005. Il existe certes toujours des luttes et des rassemblements des familles de victimes de crimes policiers, et des luttes sont menées contre les LBD, les armes léthales et les clés d'étranglement, bien avant que ces pratiques deviennent visibles et scandaleuses pour tous avec le mouvement des Gilets Jaunes. Mais ce qui domine le champ médiatique et politique c'est l'image d'« ennemi intérieur » de la jeunesse des cités, un mélange de voyoucratie et de pépinière à islamistes.

On peut estimer que jusqu'à l'émergence du Comité Adama, qui renoue avec un militantisme ancré dans les cités, à partir d'un « cas » précis de crime policier, ce n'était plus l'auto-organisation dans les quartiers qui dominait dans l'espace militant. Bien au contraire, des propositions politico-médiatiques arrivent à s'imposer via toute une série de polémiques autour de l'« identité nationale » et ceux qui en sont exclus. Ces propositions, en premier celle des Indigènes de la République (MIR puis PIR), mais aussi le CRAN ou la BAN (Brigade Anti-Nérophobie) reprennent au moins en partie des revendications historiques et qui se présentent souvent comme héritières de l'histoire des luttes des cités et des « enfants de la colonisation ». Les cités restent un enjeu politique mais souvent de façon purement symbolique et non plus en tant que base populaire à organiser avec patience. Cet abandon de l'organisation « à la base » pose la question des finalités réelles de mouvements « hors-sol » avant même de considérer leurs

1 Cf. *L'écho des cités* n°10, avril 1998

théories « baroques » centrées sur des fétiches au final inoffensifs. Nous avons besoin de construire les conditions pour un réel rapport de forces. Pour conclure, la question de la construction d'un mouvement autonome des quartiers est une question d'ampleur, partie prenante en réalité de toute perspective réelle d'une politique d'autonomie de classe. Elle a désespéré des générations de militants de quartiers et elle n'est pas morte. Porter une fierté des quartiers populaires pour celui qui veut dépasser une misère générée par le système capitaliste, c'est un très bon point de départ. C'est chercher à détruire ce qui nous détruit. Il est bien sûr préférable selon nous de partir de l'expérience vécue et des oppressions sans cesse créées par les rapports sociaux actuels et non par un simple héritage colonial qui pervertirait le présent. Mais on

ne saurait faire de sa propre situation un fétiche, malgré les souffrances et les persécutions qu'on peut endurer dans cette société. Au-delà de toutes les situations particulières, il y a la question de l'ensemble, celle de l'avenir d'une classe qui en libérant libère toute la société. Cette lutte pour une *autonomie révolutionnaire* est loin d'être achevée, elle n'en est peut-être qu'à ses balbutiements. Mais cela n'empêche pas d'être optimiste car la capacité à échanger, à apprendre des luttes, à enseigner, à organiser, à lutter à nouveau et à vaincre, c'est une capacité infinie de l'espèce humaine.

J.S.



Dossier urbain

Les entretiens présentés sont des exemples de formes d'organisations communautaires. Ces formes ne sont pas liées les unes aux autres. Ces formes d'organisations diffèrent par leurs compositions sociales, leurs activités.

Il ne s'agit pas d'expériences "révolutionnaires", et elles ne prétendent pas non plus être "antisystémiques", mais elles touchent les nerfs de la société, des blessures que le système ne pourra jamais complètement guérir. En effet, en temps de crise, les contradictions rendent l'espace de ces réseaux et communautés encore plus vastes.

Ces organisations et communautés ont souvent une relation indirecte avec les institutions (subventions, aides...), palliant dans de nombreux cas le manque de planification sociale de l'État central.

Les "camarades" qui participent à ces expériences vivent souvent l'activité comme "centrale", en s'enfermant dans ces sphères d'interventions.

En réalité, le travail au sein d'un comité, d'un collectif, est très partiel et n'offre pas de larges horizons. La même chose se produit lorsque l'on traite avec les syndicats. On oublie qu'un révolutionnaire peut et doit faire du syndicalisme, mais ne sera jamais un syndicaliste.

Intervenir au sein de ces structures est fondamental, c'est la rivière où l'on peut se déplacer, mais la capacité des communistes est d'avoir une vue d'ensemble et de comprendre quelle est la composition de classe, les relations qu'ils existent au sein du Capital.

Pour nous communistes, la finalité des luttes n'est pas le succès immédiat, mais le fait que l'union, l'unité des travailleurs s'étendent.

A travers un comité de quartier, un collectif ou d'autres formes, il se renforce des liens de solidarité, une discipline collective.

Celui qui ne vit que dans le passé ou le futur est incapable de faire de la politique, celui qui ne vit que dans le présent est incapable de modifier, de briser les règles mêmes du présent.

Être capable de relier la flèche du temps (passé - présent - futur) est l'une des tâches principales des communistes.

Ces expériences ne représentent évidemment qu'une partie, nous pensons qu'elles sont représentatives d'un monde "souterrain" qui traverse la jungle urbaine dans la période.



Quand le collectif est-il né et de qui est-il composé ?

Le collectif est né officieusement en 2017 et officiellement en 2019, Il est composé d'une vingtaine de membres actifs et de plus ou moins 80 adhérents. On est tous issu de différents milieu social et culturel . Il est cependant facile de deviner quel est le principal milieu social (que l'on retrouve dans toutes les salles de boxe de Marseille qui font de la compétition) peu de fils d'avocats et de médecins...

En dehors de l'activité sportive spécifique, quelles initiatives menez-vous ?

En dehors de l'activité sportive spécifique on a toujours eu une vocation pour le soutien aux différents combats sociaux qui nous sont chers, faire en sorte d'aider nos membres (et les non membres d'ailleurs) dans les démarches de recherche d'emploi ou administratives notamment pour celles et ceux qui avait des difficultés avec celle ci due à leur fraîche arrivée en France. Faire en sorte de mettre en lumière les combats des autres aussi, comme les différents mouvements social (immigration, precarité).

Vous n'êtes pas un club de boxe " alternatif ", mais vous n'êtes pas non plus un club comme les autres, quelles valeurs voyez-vous dans le sport ? Et le sport sert-il à éduquer les jeunes ?

Effectivement on est pas un club comme les autres mais on est pas alternatif non plus. On a simplement voulu créer un espace sain et sans discrimination, de genres, d'origines ou même d'orientation sexuelle. La boxe est souvent taxé d'avoir un côté machiste et ultra viril. On a juste voulu s'éloigner de ça. Mais on considère tous ça ici comme quelque chose de normal et qui n'a en soi rien d'exceptionnel. Évidemment que le collectif est comme ça puisque chaque lieu devrait l'être. C'est cet esprit qu'on veut montrer aux jeunes. Mais au delà de tout ça on est juste uni autour d'une même passion, à savoir la boxe. Et on a pas particulièrement voulu créer cette ambiance, ça s'est fait naturellement et sans effort. Tant que tu boxe, que tu prends ça au sérieux et que t'as un bon esprit t'es le bienvenu, le reste ça te regarde.

Le collectif de soutien à la lutte du peuple palestinienne (Marseille)

Quand le collectif est-il né et de qui est-il composé ?

Il ya eu historiquement plusieurs collectifs de solidarité avec la Palestine. Les collectifs qui sont actifs actuellement sont le collectif " Palestine en Résistances " et le collectif " MAGPAL Marseille Gaza Palestine ". Le 1er est un collectif regroupant plus de 20 organisations comme le CCFD, Marseille Gaza Palestine, la Cimade, association médicale franco palestinienne d'Aubagne, Palestine 13, UJFP , la LDH etc. Je ne me souviens plus de la date de création.. Le 2eme est un collectif d'individus. Créé en 2014 ou 2015 je dirais de mémoire.

Comment se développe votre soutien à la Palestine sur le territoire de Marseille ?

Sur Marseille le soutien à la Palestine se fait principalement par l'organisation de manifestations/rassemblements à des dates symboliques dans la lutte Palestienne comme la nakba (15 mai) par exemple, ou en organisant des projections de film sur la situation palestinienne, ou encore en invitant des militant.es palestinien.nes à intervenir lors de conférences ou de débat. Aussi sont régulièrement organisées des sessions de sensibilisation à la campagne de boycott (BDS) dans les supermarché ou devant le stade notamment pour demander le boycott de la marque PUMA, un des sponsors de l'équipe de foot marseillaise. Aussi depuis cette année des formations BDS ont été organisées au près des élus locaux de la NUPES, à leur demande.

Quel soutien avez-vous de la part des Marseillais ?

Un soutien "affectif" je dirais, beaucoup de présence dans la rue quand il y a des massacres à Gaza ou à Jerusalem. Sinon depuis 2016/2017 il devient difficile de mobiliser les gens sur la questions de la Palestine. Il y a quelques militan.tes qui sont là depuis des années et qui sont à l'initiative de rassemblement

tout ce qui s'organise sur la Palestine. Mais il y a très très peu de relais à mon sens et de présence du milieu militant marseillais.

Avez-vous eu à subir une quelconque forme de répression ou de censure dans le cadre de vos activités sur le territoire ?

Oui c'est déjà arrivé. Beaucoup à Aix-en-Provence lors d'organisation de conférences ou de projections de films.. À Marseille des manifestations déclarées ont déjà été interdites par le passé. Et récemment, (il y a 2 ou 3 mois) une conférence co organisée par Amnesty International sur la violations des droits en Palestine à été interdites 24h avant sa tenue. Sous prétexte que "les conditions de sécurité n'étaient pas respectée" !

Collectif Precaires Chomeurs Marseille

Quand le collectif est-il né et de qui est-il composé ?

Le collectif est né il y a quelques mois, certains d'entre nous avaient déjà été actifs dans des comités et des syndicats, d'autres sont des militants qui n'avaient jamais été actifs dans un syndicat ou un collectif, et d'autres ont approché le collectif simplement parce qu'il veulent organiser les travailleurs précaires et les chômeurs.

Avez-vous des relations avec les syndicats ?

Nous n'avons aucun préjugé contre les syndicats, d'ailleurs nous nous réunissons au sein d'un local du syndicat (Sud-solidaires). Cependant, nous pensons que la précarité qui prévaut aujourd'hui dans le monde du travail et dans la société nous oblige à repenser certaines formes d'organisation. Dans quelle catégorie peut-on organiser un travailleur qui change de 3-4 emplois par an..... C'est pourquoi nous pensons que notre collectif est autonome par rapport aux syndicats, mais pas contre les syndicats.

Comment vous envisagez d'organiser les précaires et les chômeurs?

Nous vivons dans une ville où la précarité et le chômage sont parmi les plus élevés de France. De plus, Marseille est une ville particulière, vécue par la France elle-même comme extérieure à elle, en raison de la présence massive de la communauté algérienne. Marseille est une ville "jeune", en ce qui concerne les flux démographiques, donc notre activité principale doit être destinée aux secteurs jeunes des chômeurs et des précaires. Cela fait de Marseille un laboratoire particulier. Nous avons proposé 4 campagnes spécifiques. Une bataille pour l'augmentation des salaires des chômeurs. Le revenu de citoyenneté (i.e. revenu universel) est réclamé par des personnalités inter classistes comme une mesure réformiste pour tous les citoyens, tandis que le salaire des chômeurs, mot d'ordre classiste, est un objectif de lutte des seuls prolétaires; pour leurs camarades qui restent au chômage. Le revenu de citoyenneté, qui comme le salaire des chômeurs n'est pas en soi impossible à atteindre, est théorisé sur la base du principe des Lumières selon lequel chaque individu doit participer à une part minimale de la propriété générale. Par contre le salaire des chômeurs est un salaire. En effet, socialement, il est inévitable qu'il y ait une réflexion sur la valeur de la force de travail, et cette valeur n'est pas calculable selon un quelconque critère comptable mais est due aux seuls rapports de force; la lutte de classe et ses oscillations. Nos ennemis sont le gouvernement, les structures qui gèrent la précarité et le chômage (privé et public). Nous devons concentrer nos efforts sur la personnalisation de ceux qui gèrent, de ceux qui donnent les ordres. Qui se cache derrière la machine bureaucratique impersonnelle qui décide de tout...

En parallèle, une campagne de promotion salariale pour les chômeurs et une augmentation des salaires minimums. Nous voulons intervenir dans le secteurs de la restauration, de la logistique et des soins personnels. (campagne sur le lieu de travail et dans la région). Un combat contre la précarité sociale, en premier lieu la question du logement, en mettant l'accent sur le nombre d'appartements vides et la course folle à la construction de nouveaux appartements. Une lutte contre les compagnies de gaz et d'électricité, en liant cette mobilisation à une campagne "dont'pay". Une lutte contre la militarisation de la société, et la ghettoïsation de certains pans de la société. Notre collectif lutte contre la violence policière et, lorsque cela est possible, proposer des formes d'autodéfense dans les quartiers.

Que sont pour vous les précaires et les chômeurs ?

Les chômeurs n'existent pas, en fait tous les chômeurs sont précaires. Il est évident qu'un médecin "précaire", un diplômé "précaire", ce n'est pas la même chose que quelqu'un qui travaille dans un restaurant, ou aide-soignant. Cependant, il est intéressant d'observer comment la précarité concerne aujourd'hui des masses de plus en plus importantes de personnes. Ce qui nous intéresse, c'est de comprendre qu'elles sont les lieux de concentrations qui rendent l'organisation possible et plus facile (soit sur un lieu de travail, comme les grandes chaînes de restaurants), soit sur le territoire (certains quartiers). L'intervention dans les quartiers entraîne également des différences. Prenons l'exemple de la campagne contre le "tourisme", souvent utilisée comme un slogan de combat. Dans les quartiers où nous intervenons, les touristes ne viennent jamais.... et les problèmes sont donc différents...

Entretien avec l'AUP (Marseille)

Parmi la myriade d'associations marseillaises, l'Association des Usagers de la PADA se distingue. Créée par des immigrés pour des immigrés, elle est une ligne de vie pour une partie des migrants qui se trouvent en dehors de l'intervention de l'État ou en "situation irrégulière". En tant que réseau informel d'entraide, il est vital pour tous ceux qui n'ont pas de communauté déjà établie dans la ville. Mais au-delà, il représente aussi une formalisation de ces structures qui lui permet de représenter un "lobby" pour exercer une pression afin d'obtenir des revendications. Avec peu de ressources et devant l'ampleur de la tâche qui les attendait, ce qu'ils ont accompli en 3 ans n'est pas une petite prouesse.

Pouvez-vous me parler de l'AUP ?

Bonjour, je m'appelle Alieu Jalloh. Je suis originaire de Sierra Leone, je suis venu à Marseille en 2017, je suis un des fondateurs et le président de l'AUP. Nous avons créé l'AUP en février 2020. En fait, nous avons été obligés de créer cette association parce que nous avons vu que l'État qui était responsable pour nous ne s'occupait pas de nous donc nous avons décidé de nous-mêmes assumer cette responsabilité. Depuis la création de l'association, nous avons regroupé plus de 500 membres de 29 nationalités différentes.

Comment tout a commencé...

Lorsque je suis arrivé en France, j'ai d'abord été hébergé dans un logement d'urgence pendant 2 mois. Ensuite, j'ai passé un peu de temps dans la rue, c'était une période très déplorable sans avoir d'endroit où dormir.

Puis, un ami m'a informé qu'il existait un appartement dans lequel nous pouvions vivre.

Le propriétaire nous a dit que c'était 300 euros par mois. "Si vous avez de l'argent, vous payez et vous pouvez rester". Ainsi, moi et mon ami, nous sommes restés là pendant 3 ans.

Un jour, la police est venue et a dit à tous les habitants de l'immeuble que nous devons partir parce que l'immeuble n'était pas sécurisé. Ils ont dit que tous ceux qui vivaient là légalement seraient emmenés dans des hôtels et que, plus tard, un logement serait attribué pour eux. Mais pour ceux qui sont dans la même situation que nous (les demandeurs d'asile qui payaient un loyer mais n'avaient pas de bail), une cinquantaine d'entre nous ont été emmenés dans un gymnase. Pourtant, plus tard cette nuit-là, un policier est venu nous dire : "Nous n'avons pas de place pour vous, demain matin à 8 heures, tout le monde doit partir".

Certaines personnes étaient très stressées et voulaient même attaquer le policier, mais je leur ai dit de ne pas prendre la loi entre leurs mains, ne pas s'occuper de lui et qu'il travaillait probablement sur des instructions. Ce que nous devons faire, c'est nous mobiliser ensemble pour dire non à tout cela parce que nous sommes des demandeurs d'asile et que nous avons droit au logement. L'État est censé s'occuper de nous. Il est temps de dire non, c'est trop ! Nous n'en pouvons plus ! C'est ainsi que notre lutte a commencé.

Nous avons donc créé l'AUP pour lutter pour nos droits et pour pouvoir nous aider nous-mêmes. L'objectif de l'AUP est de lutter contre les dysfonctionnements de la PADA (la PADA est la structure responsable de l'accueil et de l'hébergement des demandeurs d'asile), de s'entraider et d'être ensemble pour défendre nos droits. Notre point unique [par rapport aux autres associations de migrants à Marseille] est que notre association a été créée par des demandeurs d'asile.

Quelles sont les principales activités de votre groupe ?

Au départ, nous avons commencé par un groupe WhatsApp. Nous avons commencé nos activités principales pendant le premier confinement du COVID. Nous étions limités dans nos déplacements, ce qui posait beaucoup de difficultés. C'était particulièrement difficile pour les demandeurs d'asile qui faisaient l'objet d'une procédure accélérée ou pour ceux dont l'asile était terminé : tous ces gens ne reçoivent aucune aide financière du gouvernement alors qu'ils sont censés rester à la maison.

Nous avons trois activités principales :

La première est la permanence d'assistance juridique et administrative que nous tenons chaque semaine. Nous sommes tous bénévoles : Nous avons deux avocats, dont l'un travaille à la CNDA (Cour nationale du droit d'asile), ainsi que des Français qui connaissent la procédure administrative des demandeurs d'asile, ainsi que des demandeurs d'asile qui sont ici depuis longtemps et qui ont beaucoup d'expérience à partager avec les nouveaux arrivants, et qui accompagnent nos frères et sœurs. Nous utilisons les locaux d'une association, nous n'avons pas notre propre bureau. On est donc dépendant d'autres associations et collectifs.

Notre deuxième domaine d'activité est le " marché rouge " qui a également été mis en place durant le premier confinement de COVID en mars 2020. Nous avons décidé avec d'autres collectifs et associations de distribuer du matériel tel que des produits alimentaires, des produits hygiéniques, du lait pour bébé et des couches. Nous distribuons 150 sacs de nourriture aux membres de notre association qui n'ont aucune source de revenu. Nos bénévoles viennent le matin pour préparer les sacs de nourriture à distribuer. Les gens viennent, nous leur donnons des tickets, ils font la queue.

La troisième activité est l'accès au logement. Il y a 5 899 demandeurs d'asile enregistrés auprès de la PADA à Marseille, dont seulement 1 500 sont hébergés dans des logements d'urgence. Et plus de 4 000 sont contraints de vivre dans la rue ou dans des squats. Ils sont donc exposés à la vulnérabilité. Sur nos 500 membres, 75% vivent dans des squats où ils paient un loyer mais ne vivent pas en sécurité... ils ne peuvent pas vivre en paix et même ceux qui vivent dans les hôtels ont le problème qu'ils ne peuvent pas cuisiner pour eux-mêmes.

Nous nous sommes donc demandé comment trouver une solution de logement pour les membres de notre association.

Car 75 % d'entre eux souffrent. A Marseille, il y a beaucoup d'immeubles vides en bon état. Nous avons commencé par modifier le statut de notre association pour avoir la possibilité de signer un bail. Ensuite, notre idée était de rencontrer ce propriétaire pour discuter de l'utilisation de son bâtiment pendant la période précédant le début de son projet pour ce bâtiment. Mais cela s'est avéré difficile. Pour cette raison, nous avons décidé de squatter et de négocier par la suite.

Nous avons donc squatté le premier bâtiment. Mais ce bâtiment appartenait également à une famille de quatre personnes et il était donc difficile de négocier. Après quelques mois, nous avons été expulsés. Et maintenant, nous nous sommes dit, allons-y, essayons à nouveau. Nous avons donc squatté un autre bâtiment, qui appartenait cette fois à l'établissement public.

On parle de 'Saint Bazile' ?

Oui. J'ai donc contacté le propriétaire en lui expliquant que nous avons squatté ce bâtiment parce que nous sommes des personnes vulnérables, des demandeurs d'asile qui dormaient dehors. Nous sommes ici, nous sommes censés être logés par le gouvernement, mais ce n'est pas le cas et nous ne pouvons pas continuer à vivre dans la rue. Et ce bâtiment est vide depuis plus de cinq ans. Nous avons donc contacté d'autres associations pour collaborer avec elles et avoir la possibilité de signer un accord de location avec le propriétaire. Et voilà ! Nous avons eu la chance de créer un centre d'accueil pour les demandeurs d'asile.

Il nous arrive aussi de visiter les squats, de parler aux gens et de leur expliquer la situation de la loi et d'essayer de les motiver pour que nous soyons unis. Parce que si nous sommes ensemble, nous devenons plus forts si nous sommes nombreux à lutter contre le système.

Comme le collectif 113 Cannebierre ?

Ces mineurs non accompagnés ? Nous n'avons pas grand-chose à voir avec eux. Parfois, nous nous rendons sur place et organisons des réunions avec eux. Nous essayons de les conseiller un peu, de leur donner des expériences sur la façon dont ils peuvent vivre collectivement et lutter pour leurs

droits. Nous organisons également des manifestations avec eux parce qu'ils vivent dans des squats et ne sont pas hébergés par le gouvernement.

Avec quels autres groupes travaillez-vous ou avez-vous des liens actifs ?

L'AUP a des liens avec environ 80% des associations de Marseille : ONG, associations humanitaires, associations et collectifs militants, associations religieuses et nous avons même des liens avec la préfecture et le conseil municipal. Notre objectif est de trouver les moyens d'améliorer les conditions de vie des demandeurs d'asile. En cherchant des solutions, nous nous efforçons d'avoir beaucoup de liens et d'étendre notre réseau.

Combien de membres actifs comptez-vous ?

Nous sommes tous bénévoles. Dans l'assistance juridique et administrative, il y a 10 personnes et dans la distribution de nourriture, nous avons 30 membres actifs en rotation. Nous avons donc virtuellement 40 membres actifs.

Avez-vous des liens avec des groupes similaires au vôtre dans le reste de la France ? à l'international ?

Oui, nous avons des liens avec d'autres collectifs et associations créés par les Sans papiers à Paris, Montpellier, Toulouse, Bordeaux.

Pouvez-vous me parler de la loi darmanin ?

Oui, la loi Darmanin, c'est comme ajouter l'insulte à l'injure. La France est fatiguée d'accueillir des demandeurs d'asile, elle veut empêcher les gens de venir ici, tout en expulsant beaucoup de ceux qui sont déjà là.

Cette nouvelle loi parle des "métiers en tension" : c'est-à-dire de la main d'œuvre là où il y a besoin de main d'œuvre. Les critères qu'ils ont donnés pour que les gens soient employés sont très fous.

[Tel que :] d'avoir 8 mois de fiches de paie, vivre 3 ans en France etc. et pour un CDI il faut passer un test de langue française, alors que le gouvernement n'a jamais mis en place de structures pour que les gens apprennent la langue.

Ils veulent également réduire le nombre de juges de la CNDA de 3 à 1, en supprimant celui du HCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés) qui a joué un rôle déterminant dans la protection des personnes. Cela augmentera le nombre de personnes qui sont ici sans papiers.

Enfin, la loi prévoit la délivrance d'OTQTF et d'ARTF. La première est l'obligation de quitter le territoire français et la seconde est une interdiction de revenir en France. Nous avons organisé des manifestations pour dénoncer cette loi qui doit être discutée au Sénat à la fin du mois de mars.

En ce qui concerne le métier en tension. D'accord, c'est bien pour ceux qui ont déjà travaillé, qui ont leurs fiches de paie, etc. et qui sont en France depuis une dizaine d'années, c'est bien, il n'y a pas de problème. Par exemple, les demandeurs d'asile originaires d'Afghanistan, d'Érythrée et de Syrie auront le droit de travailler et d'apprendre la langue. C'est là que nous voyons qu'il y a une division entre les demandeurs d'asile, comme ils l'ont fait pour les Ukrainiens, ce qui est mauvais. C'est donc une source de division. Pour nous, tous les demandeurs d'asile sont dans la même situation. Alors pourquoi créent-ils des divisions ? Pour que nous ne soyons pas forts, pour que nous ne soyons pas unis, pour que nous ne puissions pas nous battre pour nos droits. C'est pourquoi nous dénonçons ces mesures.

Quels sont les principaux défis auxquels vous êtes confrontés dans votre travail d'organisation collective des migrants ?

Les principaux défis auxquels nous sommes confrontés sont l'accès au logement, l'accès à l'apprentissage du français, la compréhension du fonctionnement du système social, l'accès à la nourriture et aux soins médicaux. Ce sont donc nos défis.

D'autres défis sont que les Français, les associations ou même les institutions gouvernementales ne nous écoutent pas, que nous ne voulons pas leur parler en tant qu'égaux, nous exprimer, parce qu'ils ne font que de la politique politicienne. Comme quelque chose qui n'est que théorique... Ils ne font que parler. C'est comme si elles n'essayaient pas de trouver des solutions pour aider les personnes concernées.

De gérer une origine migrante a ses défis, aviez-vous fait quelque chose de similaire avant la fondation de l'AUP ?

D'un point de vue social, je peux dire que oui. J'ai été élevé par mon grand-père qui recevait toujours beaucoup d'étrangers de différents pays d'Afrique. Il leur donnait un endroit où dormir et de la nourriture à manger. C'est là que j'ai appris l'hospitalité. C'est pourquoi c'est quelque chose de très naturel pour moi, j'ai grandi avec ça. J'aime aider les gens parce que j'ai grandi dans cette atmosphère.

Votre travail est donc un hommage à lui, d'une certaine manière ?

Oui, bien sûr, c'est un hommage à lui. Mais maintenant, je vais essayer d'obtenir un numéro professionnel parce que je m'épuise. C'est pour cela que je suis malade en ce moment parce que je suis stressée. J'ai tellement de choses à faire. Même à 2 heures du matin, les gens m'appellent : " J'ai ce problème... ". Je suis allé à la CNDA là... Je suis allé à l'OFPRA et ceci et cela". Je me dis : " Oh, ces gens-là ! ils ne savent pas que je dois dormir. Je ne suis qu'un être humain. Mais parfois, il est difficile pour moi de dire non, même si c'est trop pour moi, parce que j'ai vécu cette vie et j'ai connu toutes les souffrances que ces personnes connaissent. Je la vis. Je la subis.



Pushers Out

La métropole est un lieu de bouleversements continus et de fractures sociales : l'incarnation d'un environnement qui n'est pas au service du bien-être de l'homme, mais des exigences du capital. Face à l'aliénation et aux maux sociaux engendrés par un environnement impitoyable, où les liens communautaires traditionnels ont été déchirés, il n'est pas surprenant que les drogues offrent une brève fenêtre d'évasion. En outre, il ne faut pas oublier que le commerce de la drogue est le pilier de l'économie parallèle dont dépendent certaines couches sociales. Mais pour comprendre le problème de la drogue qui touche de manière si disproportionnée notre classe : nous devons examiner l'utilisation politique de la drogue. En effet, la métropole est aussi le cœur battant de l'impérialisme dont l'influence s'étend aux quatre coins du monde et dont les intérêts doivent être défendus à tout prix.

Le recours politique de la drogue n'est pas un phénomène nouveau, comme le démontrent les guerres de l'opium.

Elle se manifeste de deux manières : au niveau international et au niveau interne.

D'une part, le commerce de la drogue a historiquement servi à générer des fonds illicites qui sont canalisés vers des activités impérialistes secrètes. On se rappelle des opérations secrètes de la CIA utilisant le commerce de la drogue pour financer les guérillas anticomunistes en Amérique du Sud (comme les Contras au Nicaragua). D'autre part, les troubles sociaux engendrés par les épidémies de drogue peuvent suffire à saper la base sociale de toute structure susceptible de constituer une menace pour le noyau impérialiste, selon l'adage "l'arme ultime est celle qui rend l'autre partie incapable de se battre"¹.

Parallèlement, les drogues sont utilisées pour criminaliser ces mêmes communautés. Ce n'est pas une coïncidence, par exemple, que la "guerre contre la drogue" aux États-Unis, qui a ciblé de manière disproportionnée les communautés noires, a émergé en même temps que les organisations révolutionnaires afro-américaines.

Mais malgré tous les malheurs que la métropole peut représenter, laissons la représentation bourgeoise du danger de la métropole nous donner de la force : car elle est le reflet d'un monde dont ils

savent qu'il n'est pas à eux. Car c'est dans son dédale de rues que notre classe se regroupe pour sa propre défense, c'est ici que les luttes menées forgent l'unité de notre classe.

Abandonnés par l'Etat, on affronte les dealers

Dans les années 80, après avoir découvert que leurs quartiers étaient soudainement envahis par l'héroïne, les communautés populaires de Dublin ont choisi de confronter les dealers frontalement. La lutte de deux décennies qui s'ensuivit, décrite dans le livre récemment publié "Pushers Out"², est un exemple de ce genre de structure d'autodéfense. En analysant son histoire, nous étudierons son contexte socio-économique, les tactiques utilisées et la manière dont il a négocié le terrain politique en perpétuel changement. Enfin, nous examinerons le contexte distinct de Belfast à l'époque, afin d'établir une comparaison sur la manière dont l'opposition de la classe ouvrière aux drogues y différait.

Souvent surnommées la "décennie perdue", les années 80 en Irlande ont été marquées par un taux de chômage élevé et une grande instabilité économique. En Irlande du Nord, l'Armée républicaine irlandaise (IRA) mène depuis plus de dix ans une guerre de libération nationale contre le gouvernement britannique et les paramilitaires unionistes³. Ce conflit débordant souvent sur la république, il est facile de comprendre que lorsqu'un afflux soudain d'héroïne a touché Dublin, des soupçons ont été émis à l'encontre de certains responsables gouvernementaux et des forces de sécurité, qui y ont vu une occasion idéale d'affaiblir la base de soutien de l'IRA et de créer des divisions au sein du mouvement républicain irlandais. Les allégations d'implication du gouvernement britannique dans le trafic de drogue en Irlande pour financer les groupes paramilitaires antirépublicains renforcent les soupçons.

Dans les communautés ouvrières de Dublin, la situation dégénère rapidement en épidémie d'héroïne. Les communautés qui ont depuis longtemps été "abandonnées par l'État" assistent à la transformation soudaine des HLM dans lesquels elles vivent en "zones interdites" où les dealers tiennent des marchés de la drogue en plein air et où les seringues jonchent les rues. La situation s'aggrave, les réparateurs, les postiers et les ambulanciers refusent d'entrer. Les toxicomanes affluaient du reste de la ville pour acheter leur

² *Pushers Out*, André Lyder, 2020

³ Les structures armées représentaient une partie de la population qui voulait rester au Royaume-Uni. Privilégiés économiquement et politiquement, ils représentaient les descendants des fidèles à la couronne installés dans la région par les Britanniques depuis le début de leurs efforts coloniaux en Irlande au XVI^e siècle.

¹ *La guerre hors limite*, Quiao Liang et Wang Xiangsui, 1999

drogue. Le nombre de victimes a été amplifié au sein d'une population majoritairement jeune et sans emploi. Selon une étude, une personne sur dix âgée entre 15 et 24 ans dans le nord de la ville utilisait de l'héroïne¹.

Il n'a pas fallu longtemps pour que les résidents des complexes de logements sociaux les plus touchés en aient assez.

Des réunions ont été organisées et, dans le style typique de la classe ouvrière dublinoise, il a été décidé que ce problème serait réglé "entre nous"² : ceux qui vendaient de la drogue seraient approchés par la communauté et le choix leur serait donné d'arrêter de vendre ou de partir. Dans les mois qui ont suivi, les dealers ont été socialement ostracisés et coupés de leur marché, tandis que des patrouilles organisées à l'entrée des HLM ont été mises en place pour empêcher les toxicomanes d'autres quartiers d'y pénétrer. La nouvelle s'est répandue, des habitants d'autres quartiers ont commencé à venir pour observer la campagne. À cette période, d'immenses réunions de masse en plein air étaient organisées, auxquelles participaient 300 à 400 habitants, et au cours desquelles les dealers étaient appelés à faire face à la communauté. Des comités similaires surgissent dans toute la ville, formant un vaste réseau. "Ils avaient leurs yeux et leurs oreilles partout : laitiers, chauffeurs de taxis, marchands de rues et habitants vaquant à leurs occupations quotidiennes prenaient tous notes de l'activité liée à la drogue pour la faire remonter"³.

Leur organisation a été formalisée sous le nom de "Concerned Parents Against Drugs" (CPAD) et un comité central a été mis en place. Les tactiques de lutte contre les trafiquants de drogue, bien que décisives, ont marché sur une corde raide en étant constamment conscients que les trafiquants de drogue pourraient se venger. Pour éviter d'être personnellement ciblés, les membres extérieurs à la communauté ont souvent été utilisés pour délivrer des avis d'expulsion.

Lors de l'une des premières expulsions physiques, le dealer est parti le soir même, mais une lettre a été reçue, menaçant de recours juridiques toute personne qui tenterait de l'expulser. La réaction a été rapide : les membres ont formé une chaîne humaine pour déplacer les meubles dans la rue, de sorte qu'aucun individu ne puisse être inculpé. La plupart des expulsions se sont déroulées ainsi, pendant que le dealer était dehors. Ils se sont engagés dans ce qui peut être décrit comme une tactique de siège : une foule encerclait la maison du dealer en scandant leurs noms, dans certains cas, en coupant l'eau et l'électricité, sans bouger jusqu'à ce que le dealer s'en aille. Dans certains cas, le fait

de voir sa voiture renversée a suffi à le convaincre que rester ne valait pas le prix encouru. Dans un cas particulièrement difficile, les habitants ont dû barricader l'entrée de la cité, refusant de laisser le concessionnaire rentrer, alors que 30 policiers étaient incapables de lui forcer le passage.

Dans le véritable esprit des quartiers composés de personnes très méfiantes à l'égard de la police, la constitution de la CPAD a affirmé avec audace sa "non collaboration avec la police". Les lignes de démarcation étaient clairement tracées.

Condamnés par l'État et les médias comme des vigiles, les pouvoirs spéciaux qui leur ont été accordés pour lutter contre l'IRA ont été mis en œuvre contre ces militants. En outre, la menace très réelle de représailles violentes de la part des gangs de trafiquants de drogue ne peut être sous-estimée. Ces gens étaient organisés et armés : isolé, le CPAD n'avait pas les rapports de force nécessaires. Le mouvement républicain, par contre, disposait de la force nécessaire. Pour cette raison, il leur convenait d'avoir des républicains à la tête du mouvement. Cela a permis de dissuader une grande partie de la violence et de l'intimidation auxquelles les dealers auraient répondu si le lien avec l'IRA n'avait pas été perçu. Au début du mouvement, l'IRA avait même donné sa parole aux principaux militants qu'elle les soutiendrait en cas de menace sérieuse (une promesse qu'elle a ensuite tenue). Les républicains (dont les priorités étaient au nord) ont toujours été minoritaires dans le mouvement, mais ils ont joué un rôle essentiel en encourageant ces communautés à agir.

En l'espace de quelques années, l'activité de masse s'est ralentie. Les principaux militants travaillaient sans relâche, tout en essayant de gagner leur vie et d'élever leur famille. Mais le succès de la campagne y est pour beaucoup ; la situation dans les quartiers qui se sont défendus s'est énormément améliorée.

L'industrie de la pauvreté

Les années 90 ont marqué une nouvelle ère pour la campagne antidrogue : en 5 ans, le fléau de l'héroïne s'est réaffirmé de façon dramatique. L'annonce d'une subvention gouvernementale pour l'achat d'un premier logement y a contribué. Les HLM ont alors été désertés en masse par ceux qui avaient un emploi et qui étaient capables de financer un prêt hypothécaire. Le résultat est funeste : les HLM se transforment en ghettos de chômeurs.

L'intervention de l'État dans la lutte contre la drogue a constitué un nouvel élément sur le terrain. D'aucuns ont affirmé que cette intervention avait été déclenchée par l'assassinat (par un gang de trafiquants de drogue) de "l'un des leurs", un jeune journaliste qui avait enquêté sur le trafic de

1 *Pushers Out*, André Lyder, 2020 p.29

2 "Entre nous" – c'est-à-dire sans l'intervention des forces de l'État.

3 *Pushers Out*, André Lyder, 2020 p. 23

drogues. Cette "attaque contre la démocratie", décrite par le gouvernement, a servi de prétexte pour faire passer une législation d'urgence permettant de saisir les biens des criminels présumés.

Toutefois, bien qu'il ait pu être commode pour l'État de laisser les masses dangereuses s'autodétruire entre elles, la situation ne pouvait être négligée que jusqu'à un certain seuil, avant que le chaos ne se répande dans le reste de la "société civile". C'était l'époque de la pandémie du VIH/SIDA et il fallait endiguer l'hystérie de sa propagation au-delà des murs du ghetto. C'est ainsi qu'est née l'ère de l'intervention de l'État pour endiguer le problème.

Tout discours de traitement a été abandonné en faveur de celui de la "réduction des préjudices". Des fonds ont été mis de côté, des policiers supplémentaires ont été déployés, des cliniques de maintenance à la méthadone ont été construites et des projets de "développement communautaire" ont été lancés. Le cessez-le-feu décrété par l'IRA dans le nord du pays a également contribué à cette ambiance de "partenariat communautaire".

Sur ce terrain politique, la campagne antidrogue a également connu des éléments nouveaux. Bien que la plupart des tactiques de la décennie précédente aient été reprises, les marches de masse et le lobbying auprès des autorités locales sont devenus monnaie courante. La campagne comporte désormais deux volets :

La première, composée de militants associatifs, de syndicats et d'associations "à but non lucratif". Certains, animés de bonnes intentions, cherchaient à utiliser le nouvel espace légal qui se présentait à eux. D'autres ont profité des nouveaux financements et ressources de l'État, se faisant une belle place dans le rôle de salarié à temps plein du secteur associatif. C'était une époque où l'État cherchait à neutraliser les éléments potentiellement volatils en marge de la société, en se présentant capable d'affronter ces problèmes. Toute cocotte-minute a besoin d'un événement, faute de quoi elle risque d'exploser avant longtemps. "L'industrie de la pauvreté" a fourni ces canaux d'urgence et l'illusion que le problème de la drogue était abordé de manière sérieuse. Ironiquement, toutes ces associations créées pour aider "à autonomiser les communautés" ont été remarquablement absentes lorsque les communautés étaient occupées à s'autonomiser elles-mêmes.

La seconde est la "Coalition des communautés contre la drogue" (CCAD), un réseau de communautés qui a en quelque sorte suivi les traces de la campagne précédente. Dirigée par une

nouvelle génération d'activistes, au vu des circonstances, certains changements semblaient évidents. Le changement de nom a été délibéré en vue de se distancer de la publicité négative dont la CPAD avait fait l'objet. La structure est également devenue fédérale, accordant une grande autonomie aux comités locaux.

La reprise des activités a été marquée par la création des "avant-postes" à l'entrée des cités, où les feux brûlaient du crépuscule à l'aube tandis que les résidents patrouillaient dans leur quartier. Les noms et les visages des trafiquants sont affichés dans le quartier ; ils doivent à nouveau faire face à la communauté.

La menace d'une intervention de l'IRA est toutefois devenue une sorte de bluff, et leur absence a ouvert la campagne à des éléments plus libéraux. La structure fédérale impliquait que les tactiques pouvaient prendre des directions extrêmement différentes. Certains peu actifs ont poursuivi une activité de lobbying en travaillant avec les structures gouvernementales locales et la police. L'adoption de la "loi sur le logement" permettant à l'État d'expulser les trafiquants de drogue des HLM a éliminé la nécessité pour les activistes de le faire. Inévitablement, même les activités radicales des militants ont contribué à briser les réseaux de distribution des trafiquants, les obligeant à prendre plus de risques, ce qui a conduit à leur arrestation.

Ainsi, alors que les nouvelles conditions poussaient le mouvement anti-drogue vers un canal légal, les éléments les plus radicaux de la campagne étaient simultanément pris comme cible. Les policiers supplémentaires qui avaient été affectés à la poursuite des dealers ont passé la majeure partie de leur temps à harceler les militants, tandis que l'État poursuivait une campagne visant à les traîner devant les tribunaux, pour exercer une pression sur leurs ressources limitées.

La contradiction d'une ligne qui se situe à la fois dans la légalité et dans l'illégalité réside dans le fait que, alors qu'un aspect de la campagne faisait pression pour que la loi soit modifiée afin qu'il soit plus facile d'enfermer les dealers, ces mêmes lois pouvaient être utilisées contre les éléments "vigilants" du mouvement.

La métropole est un environnement complexe et en perpétuel mouvement qui produit de grandes contradictions sur lesquelles il ne faut pas fermer les yeux. Dans nos luttes, notre force est d'être capable de voir ces dynamiques complexes, non seulement en nous-mêmes, mais aussi chez nos ennemis de classe, et, au moment opportun, de les exploiter à notre avantage.

Les murs impénétrables de Belfast

Alors que la crise dévastatrice de l'héroïne secoue Dublin¹, il convient de noter que l'Irlande du Nord, en particulier Belfast, est loin de connaître le même niveau de dépendance à l'héroïne que sa voisine, située à seulement 150 km au sud. Ce fait est moins étonnant si l'on considère que le conflit en Irlande du Nord a rendu le climat social et politique de Belfast radicalement différent.

Certains diront que la forte présence policière et les points de contrôle de l'armée ont rendu le trafic de drogue plus difficile. Ou encore qu'en période de troubles sociaux, l'atmosphère de peur et d'incertitude n'est pas propice aux commerces, qu'ils soient légaux ou illégaux : en bref, il est difficile de construire et de maintenir des routes de trafic de drogue dans une zone de guerre. La guerre a permis aux communautés ouvrières des deux côtés du conflit d'avoir un fort sentiment d'identité, d'appartenance et de but dans la vie, comparé à la perte de cohésion sociale subie par les communautés de Dublin au cours de la même période. En outre, dans une ville aussi profondément divisée que celle-ci, chaque quartier était sous le contrôle d'organisations appartenant à l'un ou l'autre camp du conflit, qui auraient considéré l'émergence de gangs de trafiquants de drogue comme un empiètement sur leur territoire. Les républicains, en particulier, étaient bien conscients que les puissances coloniales britanniques utiliseraient tous les moyens nécessaires pour saper leur campagne. C'est pourquoi l'IRA a souvent pris des mesures contre les trafiquants de drogue et les gangs, et a activement découragé la consommation de drogue parmi ses membres et la communauté républicaine en général.

Cela nous montre que l'implantation de nos organes de classe sur le territoire nous fournit non seulement la meilleure autodéfense contre les maux sociaux de la métropole, mais aussi une résilience collective capable d'empêcher qu'ils ne s'enracinent.

Lizzie Burns

¹ En enquêtant sur les décès dus à l'héroïne dans la région, une liste de 100 noms de ceux qui vivaient dans un rayon de 1 km les uns des autres a été recueillie. Comme le rappelle l'auteur, "cela m'a frappé qu'au cours du quart de siècle de conflit en Irlande du Nord... aucune communauté n'ait subi ce genre de taux d'attrition" "Pushers Out", André Lyder, 2020 p.116



Critique de l'opéraïsme: Ouvrier et capital de Mario Tronti

Dans ce numéro de Supernova, nous poursuivons la critique du courant opéraïste italien¹.

Si dans un premier texte nous nous sommes concentrés sur les origines historiques et les principes fondamentaux à travers la pensée de Ranerio Panzieri, ce deuxième texte présente une critique à partir du "manifeste" politique et conceptuel de l'opéraïsme, à partir de l'ouvrage « Ouvrier et Capital »², de Mario Tronti³, intellectuel, philosophe italien des années 1960. Nous tentons de dégager à partir de ce « manifeste » des postulats qui nous ont paru important de présenter au vu des résurgences idéologiques qui s'expriment dans la période actuelle.

Le texte de Tronti repose sur un postulat fondamental : au commencement était la classe ouvrière, le capital n'est que sa créature.

« Son existence en tant que classe, c'est à dire sa présence comme réalité antagoniste à tout le système capitaliste, son organisation en classe révolutionnaire, ne la lient pas au mécanisme de ce développement : ils l'en affranchissent et l'y opposent. Au contraire, plus le développement capitaliste progresse, plus la classe ouvrière peut devenir autonome par rapport au capitalisme ; plus le système se perfectionne plus la classe ouvrière doit devenir la contradiction majeure interne au système, au point d'en rendre impossible la survie et de rendre possible et donc nécessaire la rupture révolutionnaire qui le liquide et le dépasse. »

Pour Tronti, l'antagonisme entre capital et travailleurs est présent, il y a une classe (le prolétariat) déjà pleinement consciente d'elle-même et de ses propres intérêts, et de l'autre, la classe capitaliste, au "pouvoir". La classe ouvrière, selon ce premier postulat, a un avantage inestimable sur le capital. Comme si la classe ouvrière, par sa force de travail et productive n'était pas soumise aux mouvements du Capital. Il existerait une classe ouvrière qui produirait tout (même le capital) et qui par la conscience de sa force de travail pourrait imposer un autre ordre au capitalisme. Comme si celle-ci n'était pas elle même soumise à cet ordre complexe, avec ses contradictions internes.

La classe ouvrière utiliserait cette " priorité historique " et cette conscience d'elle même pour " imposer par la force ses propres mouvements au capital ".

Cette classe ouvrière d'emblée autonome, consciente, convaincue, au lieu de supprimer le capital, déciderait

de développer le Capital et lui imposerait " par la force " (?), " ses propres mouvements " (?).

L'axiome fondamental n'est ni plus ni moins une affirmation. Aucune démonstration rationnelle n'est nécessaire. Ce postulat premier repose sur une croyance. A partir de ce postulat fondamental, des raisonnements et analyses rationnels sont induits et justifiés par des faits historiques et matériels.

Or dans les sciences sociales, il n'y a pas de démonstrations, mais il y a des faits.

L'opéraïsme repose donc sur un premier postulat -la priorité historique et consciente de la classe ouvrière-, mais aucune explication scientifique, par le biais de faits historiques n'est présentée.

L'essence de la classe ouvrière est affirmée métaphysiquement, et cela suffit. Il s'agit d'un fondement reposant sur l'existence d'une force surnaturelle, d'une sorte d'instinct créateur d'où tout naît⁴.

La "science des travailleurs", comme se nomme l'opéraïsme théorique, a un point de départ irrationnel. Marx et Lénine, par leurs analyses et leurs recherches sur les processus du mode de production capitaliste et l'expérience quotidienne des prolétaires ont justement montré le contraire de ce postulat premier.

Le capitalisme est le résultat d'un long processus de développement dans lequel, à travers une série de bouleversements dans les relations sociales de production, la transformation des instruments de production et, la création du marché mondial - tous deux produits par la poussée du capital naissant -, les outils et les conditions de travail entre les mains de la classe capitaliste d'une part, et la force de travail, qui n'est que formellement entre les "mains" de la classe ouvrière, d'autre part, ont été séparés et contrastés.

Le prolétariat - qui provient historiquement de la masse des paysans et des artisans - est séparé des instruments de production par une initiative bourgeoise "violente".

Le prolétariat est obligé de se vendre sur le marché comme n'importe quelle autre marchandise. Avec la division sociale du travail capitaliste, il n'a d'autre choix

1No.2 Supernova : "Critique de l'opéraïsme, Ranerio Panzieri", C.B et M.R., hiver 2022-23

2 La première édition en italien date de 1966. En français, la première édition date de 1977, il a été réédité en 2016 aux Editions entremonde.

3 Mario Tronti (1930-) est considéré comme l'un des fondateurs du courant opéraïste des années 1960. Professeur pendant trente ans à l'université de Sienne, il fut candidat du parti communiste italien dans les années 1980, député pour le parti démocratique.

4 Il existe une étroite corrélation entre les thèses idéologiques de Tronti et les auteurs de la droite nationaliste "irrationnelle" de Weimar tels que Ernst Jünger (1895-1998) ou Carl Schmitt (1888-1985). Le texte d'Ernst Jünger, *Le travailleur, la domination et la forme* (écrit en 1932), est le point de départ des thèses de Tronti. Nous ne savons pas s'il existe des ouvrages qui illustrent précisément la proximité et des références théoriques entre Tronti, l'opéraïsme et George Sorel (un des pères avec Proudhon du syndicalisme révolutionnaire français). Mais il ne fait aucun doute qu'il existe une similitude. Il est intéressant de noter comment dans la culture française Sorel a disparu, survivant grâce à la galaxie souterraine de l'extrême droite française. Sa pensée est paradoxalement très proche de toute une série de positions de l'actuelle gauche libertaire et libérale post-moderne et des syndicalistes autodéterminés. Cet « oubli » est dû semble t il à cette gauche qui n'admet pas que ses pères incluent des philosophes racistes, libéraux et conservateurs, ni que sa propre politique est affectée par ces courants idéologiques.

que de se procurer ses moyens de subsistance s'il veut continuer à vivre.

Bien qu'obligée de se considérer comme une force de travail par la coercition économique dans laquelle elle vit depuis le début, la classe ouvrière entre dans un échange apparemment libre, puisque cet échange n'a pas lieu, en règle générale, sous les contraintes et les asservissements du droit féodal.

La condition d'égalité formelle entre vendeur et acheteur de la force de travail donne une apparence de libre contrat à l'échange sur lequel repose la société capitaliste : l'achat et la vente de force de travail.

Forme libre, mais substance coercitive. La coercition, en effet, ne se situe pas d'abord dans la sphère extra-économique (le droit, l'État, etc.), qui sera cependant de plus en plus renforcée avec le temps pour protéger la relation d'exploitation, mais fonctionne comme une loi propre à une certaine division sociale du travail, héritée des sociétés de classes antérieures et révolutionnée par le jeune capitalisme.

Dans le cadre des rapports capitalistes de production et de reproduction, la force de travail est exploitée et dominée, surtout au début, lorsqu'elle ne dispose pas encore des instruments organisationnels primordiaux, c'est-à-dire des premières formes de coalition pour négocier le prix de la force de travail et les conditions de son utilisation par le capital¹.

La classe ouvrière, contrairement au postulat posé par Tronti, est dès le départ force de travail, elle est exploitée, elle est marchandise, objet et non sujet, dominée et non dominante. Bien que sous une forme particulière et contradictoire, elle soit une partie du capital et la source exclusive (mais dépossédée) de la valorisation capitaliste.

La thèse de Tronti est donc fausse dans la mesure où elle occulte l'histoire de l'accumulation originelle. Elle s'avère encore plus fausse si on la rapporte au développement historique et au présent du mode de production capitaliste.

La caractéristique du mode de production capitaliste est, par la révolution incessante des moyens de production (au lieu de les garder intacts, comme c'était le cas avec les modes de production précédents), par la mise en place du commerce et de l'échange, l'élimination de toutes les limites du marché et de toutes les relations sociales qui s'opposent à sa soif de profits.

La bourgeoisie n'a pas trouvé un prolétariat « tout fait », produit du féodalisme, même si elle s'est servie à l'intérieur de la décomposition du féodalisme.

Marx souligne que la bourgeoisie l'a créée, " engendrée " en dissolvant les anciennes classes et relations sociales dans leur constitution économique et juridique. La bourgeoisie a « modelé » la classe selon ses propres besoins en tant que pure et simple force de travail, capacité de travail abstraite, classe exploitée sans réserve. Telle est, du début à la fin du capitalisme, la condition de la classe ouvrière et du

prolétariat en général. Marchandise, objet, classe exploitée et assujettie.

Hormis lors des révolutions et des assauts révolutionnaires, dans les luttes où il s'exprime réellement un antagonisme. Dans ces cas -et seulement dans ces cas-, le prolétariat agit réellement comme un sujet à part entière, autonome.

Alors le prolétariat n'agit pas, pour et par le développement du capital, mais pour sa suppression, la destruction de tous ses fondements : la marchandise et l'argent, le travail salarié et le profit, la division sociale du travail, la division technique du travail et l'entreprise comme unité de production indépendante, l'État et la famille, etc.....

Quand il est pour lui-même, « autonome » le prolétariat fait exactement le contraire de ce que veut dire Tronti : il ne développe pas le capital, il le détruit, pour l'établissement d'une libre association de producteurs. La société moderne adviendra, à condition de détruire le capital en tant que relation sociale et en tant que structure politique, distincte de l'oppression, de la soumission formelle.

Le postulat principal de l'opéraïsme est donc faux, tant sur le plan historique (lorsqu'il se réfère à la condition sociale habituelle du prolétariat dans le capitalisme) que sur le plan politique (car il attribue le développement du mode de production capitaliste à l'action concentrique de la classe ouvrière, alors que celle-ci, lorsqu'elle a agi consciemment, a agi en sens inverse).

Une vision de la classe mythologique, théologique

Tronti fait part d'une étrange "spiritualité" imaginant que, pour la première fois dans l'histoire, une classe exploitée a pris le caprice masochiste de reproduire consciemment la classe exploiteuse.

Les esclaves se sont battus pour éliminer les propriétaires d'esclaves. Les paysans serfs, semi-serviteurs ou semi-prolétaires se sont soulevés, depuis l'époque de l'empereur chinois Wang Mani (45 av. J.-C. - 23 av. J.-C.), pour en finir avec les propriétaires terriens. Les prolétaires se battraient pour abolir la classe capitaliste.

Il peut arriver que le prolétariat révolutionnaire reprenne l'objectif du développement capitaliste², mais seulement dans les cas où la révolution politique se produit dans des zones de développement capitaliste insuffisant. Selon la théorie marxiste, les bases du communisme doivent être posées, avec la socialisation du travail et le développement de la science et de la productivité du travail, par le capitalisme lui-même.

Il ne peut y avoir le développement de transformations communistes que sur la base d'une grande industrie et d'un système de machines développé³.

² En Russie par exemple, où le degré de développement était faible, idem pour le statut de pays semi-colonial de la Chine.

³ Pensons au mythe des socialismes indigènes qui, malgré leur charge anticoloniale positive, n'ont pas pu dépasser comme horizon les formes d'économie précapitalistes et étaient donc inévitablement destinés à succomber.

¹ Le capital, Karl Marx

Selon les réflexions de Marx et de Lénine sur la Russie arriérée, il peut aussi y avoir d'autres bases, mais à condition qu'elle soit conduite par des pays qui partent de niveaux avancés de développement des forces productives.

Dans la Russie de 1917, le prolétariat était confronté à la tâche de développer un capitalisme sans capitalistes, un capitalisme qui génère car il était contrôlé par une classe ouvrière organisée en dictature à travers son Parti.

Les résultats et les limites et, plus généralement, les contradictions de ces expériences ne sont pas l'objet de cet essai, mais il faut souligner que nous parlons de révolutions qui, partant du maillon faible de la chaîne hyper-iliste, ont réussi à détruire des continents entiers (les premières expériences réelles d'organisation socialiste et la vague anticoloniale sont liées à ces deux révolutions), sans toutefois affecter les citadelles des métropoles impérialistes de l'époque. Lorsque Tronti parle de la subjectivité innée de la classe ouvrière et du fait qu'elle est le moteur du développement, il ne pensait pas à la Russie ou à la Chine, il se référait seulement au développement du capitalisme occidental.

Si le postulat fondamental de l'opéraïsme, sa "thèse stratégique", est que la classe ouvrière précède le capital historiquement et en conscience, c'est qu'elle décide dès le départ d'imposer "de force" ses propres lois du mouvement au capital.

L'arcane est à l'opéraïsme ce que la vitamine C est à l'orange

Voilà donc l'impénétrable mystère. Bien qu'elle soit "pour elle-même" et maîtresse du champ social, à un certain moment, la classe ouvrière est confrontée à "un changement décisif dans les relations de pouvoir : tout le pouvoir est passé aux mains du capital - le pouvoir de commandement sur le travail, d'exploitation sur les travailleurs".

Pour Tronti, le travail salarié rencontre le travail productif.

Une rencontre occasionnelle... Le travail salarié - Tronti le sait bien - trouve son essence dans le lien qui le lie à l'échange productif avec le capital, dans le fait qu'il est l'agent de valorisation, l'unique source de plus-value. La rencontre entre le travail salarié et le travail productif est donc, dans la crise, encore plus obligatoire que dans le développement. C'est la règle dans le capitalisme. Tronti a opportunément reconnu l'autonomie de la force de travail, qui se présente sur le marché libre de se vendre et de ne pas se vendre. Comme l'admet la sociologie du travail, les choix et les vocations ne sont certainement pas la règle sur le marché du travail. Celui-ci fonctionne selon des règles objectives fixées par la nécessité de l'accumulation capitaliste.

Quelle est la classe ouvrière pour Tronti ?

Tout d'abord, répond le théoricien de l'ouvriérisme, une classe pour elle-même, antagoniste, politiquement

autonome. Tronti reconnaît que la force de travail, partie variable du capital, est un rouage subordonné du capital mais pour lui c'est un aspect secondaire.

Ce qui prime, c'est l'aspect spirituel, « l'esprit saint » antagoniste qui, nous assure Tronti, est là, même quand on ne le voit pas, puisqu'il préside à tout depuis la nuit des temps.

La classe subjective : par sa seule force de volonté, la classe est révolutionnaire

Le mode de production capitaliste en vient, du fait de tels renversements idéalistes, à perdre sa base objective. La production et la reproduction de la vie matérielle, le développement des forces productives, l'augmentation de la productivité du travail ne sont plus la base de la vie sociale, tout cela étant mesuré selon le thermomètre ouvrier "par le degré de conscience révolutionnaire de la classe ouvrière".

Le processus de production lui-même est présenté comme "un moment de lutte des travailleurs".

La loi de la valeur est réduite à un "mot d'ordre". Parce que pour Marx, soutient Tronti, ce n'était rien de plus qu'une thèse politique.

La valeur-travail signifie donc d'abord la force de travail puis le capital ; elle signifie le capital conditionné par la force de travail, mue par la force de travail, en ce sens la valeur mesurée par le travail.

Le travail est la mesure de la valeur parce que la classe ouvrière est « la condition du capital ». La classe ouvrière ainsi produit tout, même la bourgeoisie. Elle n'est plus analysée comme un produit historique du capital. Elle devient une force de la nature nourrie par toute une mythologie ouvrière.

Ainsi toutes les lois sur la crise disparaissent. La crise n'est plus due à des causes objectives, la croissance de la composition organique du capital, la baisse du taux de profit, le contraste entre les rapports de production et les forces productives. La crise est pour l'opéraïsme uniquement politique "crise imposée par les mouvements subjectifs des travailleurs organisés".

Pour l'opéraïsme italien, mais il en va de même pour d'autres écoles politiques comme les Frankfurtistes allemands ou les courants ultra-sinistres français (les Situationnistes par exemple), la crise n'a pas existé, c'était un mythe du passé. Les contradictions objectives du capital ne sont alors plus analysées.

Si la catégorie de crise apparaît, elle est définie uniquement lorsque les ouvriers « produisent » la lutte. La classe ouvrière devient le processus révolutionnaire. Ce qui coïncide à son tour avec le "contrôle des travailleurs sur les mouvements du capital", avec la "domination" sur le capital.

La classe ouvrière est mouvement, révolutionnaire par sa propre volonté

Tronti (ainsi que toute la social-démocratie ancienne et nouvelle) contraint le prolétariat à faire "sa révolution" dans le cadre du mode de production capitaliste. Son

but ultime, pour les ouvriers, est de bloquer le développement du capital, qui est aussi son produit, mais il ne s'agit jamais de le supprimer¹.

Née antagoniste et consciente, la classe ouvrière est condamnée par la philosophie ouvriériste à :

- 1) développer le capital
- 2) pour le saboter ou le contrôler

La révolution prolétarienne est ainsi banalisée, réduite à une lutte quotidienne pour les salaires. La grève selon le vieux jargon syndicaliste révolutionnaire sorelien est vue comme " la plus terrible menace qui puisse être portée à la vie même de la société capitaliste ". Allant ainsi jusqu'à supprimer la nécessité de la révolution communiste elle-même.

Réformisme

Dans l'ouvrage "Ouvriers et capital", le but du communisme, est supprimé et remplacé par le réformisme : c'est le programme de l'opéraïsme.

Tout tourne autour du " décisionnisme politique " à la " volonté ".

La politique est en effet, pour Tronti, une "intervention", un "refus global de l'objectivité", une expression de la volonté sans règles, de sorte que l'opposition entre théorie et politique peut être considérée comme normale. Le léninisme est réduit par l'opéraïsme à une tactique à multiples facettes.

Pour Tronti, la tactique est « invention quotidienne », c'est l'adhésion aux choses réelles et en même temps libre « d'idées directrices ».

Il n'y a que la "révolution quotidienne", la classe ouvrière fait la révolution jour après jour, "commandant" le capital à sa volonté sur le plan politique, à tel point que, à quelques modifications près, l'État impérialiste lui-même est une expression de l'autonomie ouvrière, il n'est pas nécessaire de détruire, de briser l'État capitaliste.

Dans l'ouvriérisme, le moment de la rupture, de l'insurrection, de la lutte armée, de la dictature du prolétariat disparaît.

Quand ces termes sont utilisés, ils le sont mais avec un autre sens, pour donner un nom ronflant à la grève, à l'organisation syndicale, au mouvement, au réformisme lui-même... Ces derniers temps, nous avons assisté à la prose ridicule des " autonomes " sur les grèves insurrectionnelles, les ultimatums contre l'État, etc.

Si la classe est permanente en soi, à quoi sert le Parti ?

Il existe une classe "pour elle-même", même sans parti. Il s'agit tout au plus d'un simple outil d'organisation que la classe utiliserait à sa guise,

¹ Pensons à la rhétorique sur le rejet du travail (sabotage, absentéisme, etc.), considéré non pas comme une forme spontanée et primitive de résistance ouvrière mais comme une ingénieuse stratégie révolutionnaire, sans jamais évoquer l'abolition du travail salarié.

qu'elle prend, qu'elle laisse au gré de son « bon vouloir ».

Le marxisme de Tronti et des ouvriéristes est donc lié à un subjectivisme extrême, et est idéologiquement réformiste.

Pour l'opéraïsme, la classe ouvrière est antagoniste par nature, mais destinée pour l'éternité à être une force de travail. Dominés dans le processus de production, mais dominants dans la sphère politique.

Toutes ces formules irrationnelles expriment, même de manière transparente, le désir du théoricien des classes intermédiaires salariées en lutte de réconcilier, de rapprocher, d'agoniser - mais sans vainqueurs ni vaincus - le capital et la force de travail.

Du début à la fin, il y a une lutte, mais une lutte qui ne se termine jamais, qui ne passe jamais à un stade supérieur.

Le capital est économiquement rationnel, l'anarchie du marché n'existe pas dans l'ouvriérisme (seulement peut-être lié à ses composantes les plus extrêmes et rétrogrades...) alors pourquoi le supprimer ?

Il est donc nécessaire que les ouvriers la rationalisent politiquement, et ainsi après l'ivresse "extrémiste", il y a place pour le bon sens réformiste et gradualiste...

Ugo Piazza Nelly Bordon



Pourquoi les machines ne créent pas de valeur

Dans le monde tumultueux de l'idéologie capitaliste, certaines vérités doivent être ignorées ou réprimées parce que les reconnaître affaiblirait la domination du capital. L'une de ces vérités est que le travail humain, et le travail humain seul, est la cause ultime du profit économique. C'est un anathème pour ceux qui ne possèdent que des actifs mais revendiquent les produits du travail. Cette vérité doit donc être niée. La théorie de la plus-value de Marx explique comment le travail est la cause ultime du profit. Et donc la théorie de Marx est ignorée, réprimée et niée. Dans cet article, nous examinerons une objection populaire à la théorie de la plus-value de Marx, qui est que le profit est toujours une réalisation conjointe de facteurs de production humains et non humains, tels que les machines. Selon cette objection, le travail humain n'est pas la cause unique du profit, donc la théorie de Marx est fausse.

La théorie économique dominante analyse les états d'équilibre où tous les facteurs de production semblent contribuer à des augmentations marginales de la production: ajouter un peu plus de capital et obtenir un peu plus de production. Cette théorie est dominante précisément parce qu'elle semble justifier les revendications de propriété des propriétaires d'entreprises sur les fruits du travail des autres, même lorsqu'ils ne contribuent pas au travail ou au capital-argent. Les 1% extrêmement riches des riches propriétaires absents, qui récoltent d'énormes dividendes de leurs portefeuilles d'actions pendant qu'ils dorment, allouent sagement une fraction de leur richesse pour promouvoir de telles théories.

L'idéologie capitaliste est puissante et omniprésente et affecte donc également les critiques de gauche du capitalisme. Certains soutiennent que la théorie de la plus-value de Marx est une gueule de bois victorienne pittoresque, peut-être appropriée à une époque où les machines étaient des engins mécaniques stupides. Mais maintenant, avec les progrès de l'intelligence artificielle, les machines sont intelligentes et commencent à rivaliser avec nos capacités. Et donc la théorie de la plus-value de Marx, qui met l'accent sur l'unicité du travail humain, devrait être rejetée. Comme nous le verrons, ce déni des pouvoirs causaux uniques des humains, et l'élévation de la machine, n'est pas seulement incorrect et une inversion complète de la réalité sociale. Il sert directement les revendications du capital, et est donc intrinsèquement réactionnaire.

Humains contre Machines

Selon Marx, le travail crée de la valeur, et rien d'autre ne le fait. Dans le volume 1 du Capital, il écrit : « le travail est... l'élément universel créateur de valeur, et c'est une propriété par laquelle il se distingue de toutes les autres marchandises ». Le travail humain est le facteur de production unique et spécial qui crée de la valeur économique. Pourtant, Marx reconnaît que les machines peuvent agir de manière autonome, presque avec une volonté propre, et accomplir les mêmes tâches que nous. Dans le « Fragment sur les machines », Marx écrit : « c'est la machine qui possède l'habileté et la force à la place de l'ouvrier, qui est elle-même le virtuose, avec une âme propre dans les lois mécaniques agissant à travers elle ».

La plupart des machines sont stupides, sans vie. Un stylo que vous tenez dans votre main est une machine, d'une sorte. C'est un système avec le pouvoir causal de transmettre

l'encre stockée à un rythme constant à sa pointe. Et, évidemment, ses pouvoirs causaux sont extrêmement limités par rapport à ce que les humains peuvent faire. Mais certaines machines sont mécaniquement puissantes; par exemple, les pelleteuses qui déplacent des tonnes de terre plus rapidement que n'importe quelle équipe d'humains. Et certaines machines sont cognitivement puissantes, comme les superordinateurs qui prédisent la météo, ou les réseaux de neurones qui peuvent traduire entre les langues. Nos machines deviennent de plus en plus sophistiquées, reproduisant et dépassant nos pouvoirs physiques et mentaux dans certains domaines. Dans cet article, j'utiliserai le terme « machine » très largement, pour inclure tout système non humain qui effectue un travail dans un sens thermodynamique strict.

Maintenant, les humains ne produisent pas les choses par eux-mêmes. Nous travaillons avec des machines artificielles et des machines à évolution naturelle, telles que des animaux et des plantes. Tous ces systèmes fournissent du travail, qui est un travail en quelque sorte, à la production. Le cheval qui tire la charrette travaille aussi fort que l'ouvrier qui la charge. En raison de ces faits évidents, une objection populaire et répandue à la théorie de la plus-value de Marx est que le travail humain n'est pas spécial et ne peut donc pas être le seul facteur de production qui crée le profit.

Commençons par le cas des humains en revisitant brièvement le contenu précis de la théorie de la plus-value de Marx.

La théorie de la plus-value de Marx

La théorie de la plus-value de Marx explique comment le capitalisme produit plus que ce qui est nécessaire pour soutenir la population en consacrant le surplus de temps de travail à la production de biens et de services pour une classe exploiteuse, ainsi que de nouveaux moyens de production, tels que la machinerie, qui augmente la productivité du travail, conduisant à la croissance économique, dans une spirale sans fin d'accumulation du capital. Marx ne se préoccupe pas d'expliquer le profit de l'arbitrage du marché, où un trader remarque une opportunité d'acheter bas et de vendre haut. Il s'agit d'un transfert à somme nulle. Ce que quelqu'un gagne, une autre personne le perd. Acheter bas et vendre haut n'est pas la façon dont les économies croissent et développent leurs forces de production. Au lieu de cela, Marx veut comprendre le lien entre les changements structurels dans les conditions de production, en particulier combien de temps de travail est nécessaire pour produire des marchandises, et les changements dans les profits monétaires. Marx, en présentant l'essentiel de cette théorie, suppose que les entreprises utilisent les mêmes techniques de production, qu'il n'existe pas de monopoles, que l'offre et la demande sont en équilibre, et donc que les profits ne sont pas réalisés en raison d'une pénurie temporaire, et ainsi de suite.

Le transfert de capital constant

Considérez n'importe quel processus de production. Il a des intrants, qui doivent être achetés sur le marché, et il a des extrants, qui sont vendus sur le marché. Les travailleurs, au cours de leur journée de travail, transforment les matières premières en une nouvelle production, aidés par des outils et des machines. Marx utilise le terme capital constant pour désigner collectivement ces intrants. Chaque marchandise a un prix dans la valeur marchande et une valeur de travail, qui est la quantité de travail direct et indirect nécessaire pour la

produire. En général, les prix ne sont pas égaux aux valeurs du travail. Mais pour faire abstraction des incohérences prix-valeur, Marx, dans le volume 1, suppose qu'elles sont proportionnelles.

Premièrement, Marx déclare que les travailleurs, au cours du processus de travail, transfèrent la valeur du capital constant à la valeur de la production. Rendons cela concret. Imaginez que vous êtes un chef dans un restaurant en train de hacher des légumes et de les faire frire. Le coût d'achat des légumes réapparaît dans le coût du repas fini dans l'assiette. Votre travail de cuisine transfère cette valeur à la sortie. Une autre façon de penser à cela consiste simplement à observer que le travail créateur de profit doit toujours produire un produit dont le prix de vente dépasse le coût de toutes les matières premières qui ont été utilisées pour le fabriquer.

Maintenant, une partie du capital constant n'est pas complètement utilisée au cours de ce processus. Chaque fois qu'un travailleur utilise une machine, celle-ci se détériore, juste un peu. Les machines, contrairement aux matières premières, ne sont pas entièrement consommées, mais persistent. Par exemple, le four du restaurant chauffe de nombreux plats avant de tomber en panne et de nécessiter une réparation. Par conséquent, les travailleurs transfèrent également la valeur des machines fixes - telles que les fours, les réfrigérateurs, les micro-ondes, etc. - petit à petit, amorties sur plusieurs sorties, à mesure que les machines se déprécient à l'usage.

Une autre façon de penser à cela est simplement d'observer que le travail créateur de profit doit également produire une production avec un prix de vente qui couvre le coût de fonctionnement, d'entretien et de remplacement de toute machine. La valeur du capital constant réapparaît dans le produit. Et jusqu'à présent, pendant la journée de travail, la valeur des intrants est conservée dans le processus de production. Ils réapparaissent dans la sortie.

Le transfert de capital variable

Marx utilise le terme capital variable pour désigner la force de travail employée dans un processus de production. Dans notre exemple de restaurant, le capital variable est le chef, les cuisiniers à la chaîne, les serveurs, etc. La valeur de la force de travail est la valeur du salaire réel, qui est le temps de travail direct et indirect nécessaire pour produire les biens et services que les travailleurs consomment. Ainsi, les travailleurs, pendant la journée de travail, transfèrent également la valeur du salaire réel à la production. C'est pourquoi les coûts humains et non humains de la production sont conservés et réapparaissent dans la production.

Maintenant, en faisant un zoom arrière depuis le restaurant, imaginez que cela se produise dans tous les secteurs de l'économie. Le capital constant total est épuisé et remplacé. Le salaire réel total est consommé et remplacé. Les entreprises vendent leurs produits sur le marché et couvrent leurs coûts d'intrants. Les travailleurs reçoivent alors un salaire suffisant pour acheter le salaire réel. Dans cette situation, il n'y a pas de profits et pas de croissance. L'économie se reproduit au fil du temps à la même échelle de production.

Pourtant, cela ne se produit pas. Il y a le profit, et il y a la croissance. Alors, d'où vient ce profit?

Plus-value

Nous arrivons maintenant à l'affirmation cruciale de Marx : le travail humain est spécial parce que c'est le seul facteur de

production qui ajoute plus de valeur que son propre coût. Les travailleurs « créent de la valeur » en travaillant encore plus longtemps que ce qui est nécessaire pour remplacer leur salaire réel. En d'autres termes, pour que le profit soit possible, la valeur de la sortie doit être supérieure à la valeur de l'intrant. Cet excès de valeur, Marx l'appelle la plus-value.

En conséquence, la journée totale de travail de la société a une partie nécessaire, qui reproduit la valeur du stock de capital et du salaire réel, mais aussi une partie excédentaire, au-delà de ce qui est nécessaire, qui produit des biens et services supplémentaires. Ces biens supplémentaires sont achetés avec un revenu lucratif et prennent la forme de produits de luxe pour les capitalistes et de nouveaux stocks de capital pour faire croître l'économie.

Alors, comment le travail humain produit-il réellement une nouvelle plus-value ? Fondamentalement, de deux manières fondamentales.

La production de plus-value absolue

La première façon dont Marx appelle la production de plus-value absolue.

Les capitalistes peuvent augmenter leurs profits en faisant travailler les travailleurs soit plus longtemps, soit plus intensément. Cela pompe plus de travail à partir d'eux, et donc un plus grand rendement. Et donc les travailleurs ajoutent encore plus de valeur à l'économie, au-delà de ce qu'ils prennent sous la forme du salaire réel. Des heures plus longues augmentent directement la durée de la journée de travail. Travailler plus intensément fait en sorte que chaque heure de la journée de travail compte pour plus. Quoi qu'il en soit, plus de plus-value est produite.

Par exemple, un restaurant occupé peut produire plus de repas par heure en exigeant que le chef et les cuisiniers travaillent plus dur. Leurs salaires sont les mêmes, mais ils produisent plus de repas. Et cela signifie plus de profit pour les propriétaires. Mais il n'y a que peu d'heures dans une journée. Et les travailleurs atteignent leurs limites naturelles. La deuxième méthode de création de nouvelle valeur est la production de plus-value relative, et c'est tout à fait différent.

La production de plus-value relative

Les travailleurs produisent une plus-value relative lorsqu'ils développent de nouvelles techniques de production qui réduisent la valeur du salaire réel. En d'autres termes, la productivité du travail, dans les secteurs qui produisent le salaire réel, augmente. Lorsque cela se produit, moins de temps de travail de la société est nécessaire pour produire les biens et services que les travailleurs consomment. Dans ce scénario, les travailleurs travaillent les mêmes heures à la même intensité. C'est juste que la valeur du salaire réel est maintenant plus faible. Cela a pour effet de réduire les coûts des intrants pour les capitalistes parce que la valeur de la force de travail diminue.

Par exemple, le chef du restaurant a besoin de manger, d'acheter des vêtements, de vivre dans une maison chaude avec de l'eau courante, d'avoir accès à Internet, de profiter des soirées, etc. Le salaire du chef paie pour cet ensemble de biens et de services. Mais si d'autres travailleurs découvrent de nouvelles méthodes plus efficaces pour produire de la nourriture, des vêtements ou de la chaleur, ou s'ils développent de nouvelles technologies de communication qui utilisent moins d'énergie, ou créent de nouveaux logiciels capables de distribuer des films sur Internet, réduisant ainsi les coûts d'emballage et de

transport, etc., alors la quantité de temps de travail de la société nécessaire pour fournir le salaire réel du chef diminue. L'innovation technique peut permettre d'économiser de la main-d'œuvre.

Et cela signifie que si le chef fournit le même nombre d'heures mais retire, sous forme de biens de consommation, moins d'heures en raison des innovations techniques, alors le chef fournit globalement plus de temps de travail excédentaire, produisant plus de plus-value, et donc plus de profit pour les capitalistes. Le changement technique qui permet d'économiser de la main-d'œuvre peut prendre de nombreuses formes, pas seulement de nouveaux types de machines. Des techniques plus efficaces peuvent être obtenues à partir de meilleures méthodes d'organisation, d'une coopération à plus grande échelle ou d'une division du travail plus spécialisée. Dans chaque cas, le résultat est le même, qui est une productivité accrue du travail.

Les humains travaillent plus dur et plus intelligemment

En résumé, il existe deux méthodes principales par lesquelles le travail humain, et le travail humain seul, créent du profit: premièrement en travaillant plus longtemps ou à plus haute intensité; et deuxièmement, en développant des innovations techniques qui réduisent la valeur de la force de travail. Ainsi, les travailleurs, par rapport à tous les autres facteurs de production, tels que les machines, peuvent travailler plus dur (et donc produire une plus-value absolue) ou ils peuvent travailler plus intelligemment (et donc produire une plus-value relative).

C'est pourquoi Marx divise le capital en parties constantes et variables. Il veut établir un contraste frappant entre les pouvoirs causaux des facteurs humains et non humains dans le processus de production. Le capital constant est une composante passive. Sa valeur passe simplement dans la sortie. Mais le capital variable est la composante subjective et active et la valeur qu'il ajoute n'est pas fixe, n'est pas conservée, mais peut changer.

Voilà, en résumé, la théorie de Marx sur l'origine de la plus-value dans le travail humain. La cause du profit, selon Marx, est le travail humain parce que lui, et lui seul, peut travailler plus dur et travailler plus intelligemment.

L'identité du travail humain et machine

Passons maintenant à une objection à la théorie de la plus-value de Marx. L'objection se réduit finalement à souligner une identité entre le travail humain et non humain. Lorsque nous produisons le matériel, nous avons toujours besoin de l'aide d'autres choses. Nous avons besoin de matières premières, d'un lieu de travail, de machines, etc. Au sens strictement thermodynamique, nous ne faisons pas tout le travail. Par exemple, les machines fonctionnent clairement, alimentées par des moteurs diesel ou de l'électricité, ou une autre source d'énergie. Dans certaines industries, en particulier dans les pays les plus pauvres, les animaux sont attachés à fournir une force motrice. Donc, ils fonctionnent aussi. Et bien que nous semons les graines, le sol et arrosions les plantes, ce sont les capacités naturelles de la plante, sa capacité à convertir la matière en de nouvelles formes en exploitant l'énergie de la lumière du soleil qui contribue également – au sens thermodynamique strict – à un type de travail.

Ainsi, toute production économique est conjointement causée par le travail humain combiné au travail non humain. Nous

mélangeons toujours notre travail avec d'autres facteurs de production, tels que la terre et le capital. La production n'est pas seulement un processus de travail, mais c'est aussi un processus naturel et un processus machine. Le fait que nous puissions automatiser des types particuliers de travail humain sous la forme de machines, y compris plus récemment des machines virtuelles sous la forme de logiciels informatiques, indique directement que le travail humain et le travail machine sont, dans un sens important, identiques.

Matérialisme

Des types de travaux que nous pensions autrefois hors de portée de la mécanisation ont maintenant été mécanisés. Et il n'y a aucune raison de penser qu'il y a une limite technologique à ce processus. Les matérialistes devraient accepter la proposition que tout le travail humain pourrait, en principe, être mécanisé. C'est parce que le matérialisme n'est pas l'idée que tout est finalement réductible au cliquetis des atomes de boule de billard. Le matérialisme, du moins dans le contexte de l'histoire du marxisme, est l'hypothèse organisatrice selon laquelle tout est en fin de compte l'émanation légale d'une seule substance qui, en principe, est intelligible à nos esprits précisément parce que nos esprits sont aussi une émanation de cette même substance.

Ainsi, les matérialistes ne croient pas que les pouvoirs occasionnels du travail humain sont des exceptions miraculeuses aux lois du monde matériel. En principe, nous pouvons désosser nos propres capacités, même si cela peut prendre des millénaires d'efforts et d'ingéniosité. Et, d'une certaine manière, nous avons déjà des preuves empiriques que les pouvoirs causaux des humains peuvent être modifiés pour exister. Parce que les humains sont des machines, il se trouve qu'ils sont des machines créées par l'évolution et fabriquées à partir de peau, d'os et de neurones. Si nos pouvoirs causaux semblent spéciaux, c'est parce que nous sommes les seuls mécanismes que nous connaissons actuellement qui les ont. Notre spécialité est simplement un accident de notre point dans l'histoire.

Nous apprenons à reproduire de plus en plus nos capacités. Et cette trajectoire technologique soulève un problème pour l'affirmation de Marx selon laquelle le travail humain est spécial. Pour illustrer ce point, considérons une expérience de pensée, une sorte de test de Turing pour la théorie de Marx.

Le test de Turing

Le mathématicien et informaticien pionnier, Alan Turing, a conçu un test pour déterminer si une machine est intelligente. Il voulait éviter les objections à l'idée que les machines peuvent penser sur la base de la croyance religieuse en l'existence d'une âme ineffable, ou l'affirmation invérifiable que seuls les humains ont une conscience à la première personne.

Turing a compris que, d'un point de vue objectif, la pensée intelligente se manifeste finalement comme un comportement public dans un contexte social. Turing a donc proposé de cacher la machine derrière un écran et de permettre au public d'interagir avec elle en soumettant et en recevant des réponses écrites. Si le public ne peut pas dire s'il interagit avec un vrai humain ou une machine, alors l'IA passe le test et devrait, selon tout critère objectif, être considérée comme vraiment intelligente.

Nous pouvons adapter le test de Turing et l'appliquer à la théorie de la plus-value de Marx.

Un test de Turing pour la théorie de Marx de la plus-value
Considérons un type particulier de travail. Cela pourrait être n'importe quoi, mais nous choisirons la conduite en taxi.

Un chauffeur de taxi travaille pour une grande entreprise. L'entreprise n'est pas une coopérative de travailleurs, de sorte que le chauffeur de taxi n'obtient pas la pleine valeur de sa production. Ils font un profit pour leurs propriétaires. Pensez à Uber ou Lyft. Imaginez que nous mettions le chauffeur de taxi dans une boîte, afin qu'il soit caché de la vue. Les clients peuvent toujours parler au chauffeur, lui dire où ils veulent aller et payer avec une carte sans numéraire. Donc, tout fonctionne normalement, sauf que le conducteur ne peut pas être vu. Maintenant, imaginez que nous remplaçons le chauffeur de taxi, dans la boîte, par un robot. La machine fait tout ce que le chauffeur de taxi a fait: elle peut prendre des instructions, elle peut prendre des paiements et elle peut conduire. Supposons que les coûts de production et de maintenance des chauffeurs de taxi robots soient identiques aux salaires des chauffeurs de taxi humains.

Il n'y a pas si longtemps, l'idée que la conduite de taxi pouvait être automatisée était de la science-fiction. Mais en fait, Uber et Lyft essaient actuellement de l'automatiser. Ils savent qu'ils seront plus rentables s'ils peuvent remplacer le travail humain par quelque chose de plus efficace et moins susceptible de se syndiquer. Ces entreprises cherchent donc déjà des moyens de produire de la plus-value relative.

Les machines réellement déployées en production effectuent généralement leurs tâches mieux que les humains. Nous nous attendons donc à ce que les robots-taxis conduisent en toute sécurité, trouvent de meilleurs itinéraires et conduisent de manière optimale pour minimiser les coûts d'essence. Mais supposons que les entrées et les sorties de la boîte restent identiques. Ce que le chauffeur de taxi humain faisait autrefois, la machine le fait maintenant, exactement de la même manière. Les clients ne peuvent pas faire la différence. Avant, il y avait une boîte qui agissait comme un chauffeur de taxi. Après, il y a une boîte qui agit comme un chauffeur de taxi. La machine passe le test de Turing pour être un chauffeur de taxi. Et donc, dans les conditions de notre expérience de pensée, si nous échangeons les chauffeurs de taxi humains contre des chauffeurs de taxi robots dès maintenant, aujourd'hui, tout à la fois, alors les profits d'un Uber ou d'un Lyft seraient les mêmes. Rien ne changerait.

En conséquence, le travail du chauffeur de taxi robot transfère la valeur des intrants – le coût de l'essence, le coût d'entretien de la voiture, etc. – à sa sortie. Cette machine transfère de la valeur. Et, puisque les profits sont les mêmes, alors cette machine semble ajouter plus de valeur que ce qu'elle consomme sous forme d'électricité, de pièces de rechange et de coûts de maintenance. Nous avons donc ici un travail mécanique, et non humain, produisant un surplus de valeur ou de profit. La seule condition qui a changé, entre l'avant et l'après, est que le travail de conduite de taxi a d'abord été effectué par quelque chose appelé un humain, puis effectué par quelque chose appelé une machine.

Cette expérience de pensée semble démontrer très clairement que le travail humain ne peut pas être spécial. Tout type de travail – qu'il soit humain, naturel ou artificiel – fournit du travail et peut, par conséquent, dans les bonnes circonstances, produire du profit. Il semble qu'il ait un argument renversé contre la théorie de Marx sur l'origine du profit.

Non-réponses au test de Turing

Beaucoup de gens, lorsqu'ils considèrent pour la première fois la théorie de la plus-value de Marx, objectent rapidement que le travail de la machine n'est pas vraiment différent du travail humain. Et donc ce genre d'argument est souvent avancé, mais pas jugé utile en termes de test de Turing. Ainsi, les marxistes, au fil des ans, ont répondu à cet argument. Mais les réponses typiques sont, à bien des attendues, radicalement insuffisantes. Considérons-en quelques-uns.

Relations sociales

Une réponse marxiste populaire consiste à répéter que la valeur économique est une relation sociale entre les personnes. La substance de la valeur, ce à quoi les grandeurs monétaires telles que le profit se réfèrent ou représentent réellement, est le temps de travail humain abstrait. Le profit, comme Marx nous l'a dit, est fondamentalement de la plus-value, et la plus-value est par définition la différence entre le temps de travail que les travailleurs fournissent à la production et le temps de travail qu'ils consomment sous forme de salaire réel. Par conséquent, nous devrions rejeter cette expérience de pensée, car elle passe complètement à côté de l'essentiel.

Cependant, le problème avec cette réponse est qu'elle ne fait que reformuler la théorie de la plus-value de Marx. Et, en ce sens, c'est une réponse dogmatique parce qu'elle ne s'engage pas dans l'expérience de pensée. Que la substance du profit soit vraiment le temps de travail humain, et que la cause du profit soit vraiment le travail humain seul, c'est précisément ce qui est remis en question par cette expérience de pensée. En outre, les critiques de la théorie de Marx ont, à juste titre, souligné que la structure objective des coûts d'une économie peut être mesurée de multiples façons, et pas seulement par le temps de travail. On peut également parler de survaleur pétrolière, de survaleur maïs ou de survaleur énergétique. En fait, tout produit qui est un intrant de base. La réponse dogmatique se laisse ouverte à cette critique car elle réduit la théorie de Marx à une simple méthode comptable, où nous choisissons subjectivement le temps de travail comme notre mesure préférée du coût objectif.

Mais ce n'est pas la théorie de Marx. Marx vise à montrer que c'est le travail humain qui, objectivement, crée la plus-value dans le processus de production, indépendamment de nos choix subjectifs. Il n'est donc pas bon de simplement répéter que la valeur est une relation sociale entre les gens. Bien sûr que oui. Sans l'industrie et le commerce humains, il n'y aurait même pas de phénomènes économiques sur lesquels s'interroger. Mais il ne s'ensuit pas que l'origine du profit est le seul travail humain.

La nécessité d'allouer le travail humain

Une autre réponse, inspirée d'un passage puissant que Marx a écrit dans une lettre à son ami Ludwig Kugelmann, est de souligner que toute société, pour se reproduire, doit allouer le temps de travail total à des fins différentes. Il a besoin d'un moyen d'assigner les humains à différentes parties de la division du travail afin que les bonnes choses soient produites dans les bonnes quantités. Et, dans le capitalisme, cela se produit principalement via les marchés et l'argent. Et donc les grandeurs monétaires, telles que le profit, se réfèrent finalement au temps de travail humain.

La lettre de Marx, à mon avis, contient le passage le plus important écrit dans l'histoire de l'économie. Mais le fait que

le temps de travail humain doit être organisé n'établit pas que le travail humain est la cause unique du profit. Le capitalisme alloue et organise simultanément tous les autres types de ressources, pas seulement le travail humain, y compris les ressources naturelles telles que la terre, et les ressources produites, telles que les biens d'équipement.

Le travail humain est l'intrant universel

Une autre réponse est de prétendre que le travail humain est spécial parce qu'il est l'intrant universel de chaque processus de production. Même la production hautement automatisée à forte intensité de capital implique un travail humain. Les machines dédiées, comme les moissonneuses-batteuses, ne sont utilisées que dans certains secteurs de production. En revanche, les humains sont employés partout.

Le problème avec cet argument est que bien que le travail humain soit présent dans chaque processus de production, cela ne signifie pas qu'il crée, et lui seul, le profit. Parce que le travail humain est combiné avec des facteurs non humains dans chaque processus de production.

Les humains sont des systèmes vivants et autoreproducteurs

Une autre réponse est de dire que seuls les humains sont des systèmes vivants, auto-reproducteurs, et donc capables de maintenir leur propre existence corporelle. Nous avons créé l'économie précisément pour nous reproduire à travers le temps. Sans nous, l'économie s'effondrerait.

Bien sûr, c'est vrai, mais le travail humain n'est pas le seul à le faire. Les animaux sont aussi des systèmes vivants capables de se reproduire sans notre aide, et sont également impliqués dans la production. Et sans les capacités d'auto-reproduction du monde naturel, nos économies s'effondreraient rapidement. On peut aussi imaginer que le robot chauffeur de taxi dispose d'algorithmes pour surveiller sa propre santé, et a la capacité de commander des pièces de rechange y compris le travail humain pour les installer. Donc, le simple fait d'être capable de se maintenir ne distingue pas le travail humain du travail non humain. Et de toute façon, cette capacité n'est pas liée à la création de profit.

Les humains sont orientés vers des objectifs

Marx, dans le volume 1 du Capital, observe que « ce qui distingue le pire architecte du meilleur des abeilles, c'est que l'architecte construit la cellule dans son esprit avant de la construire en cire ». Marx établit un contraste entre l'activité planifiée et dirigée par un but des humains par rapport aux machines qui suivent simplement des règles aveugles.

Il est vrai que l'imagination humaine surpasse n'importe quelle machine. Mais il n'est pas vrai que seuls les humains sont orientés vers un but. Tous les animaux, et tous les robots sophistiqués, formulent des plans et suivent des objectifs d'une sorte. Et, dans le but de produire de la plus-value, tout ce qui compte, c'est le comportement, pas la façon dont ce comportement est finalement généré. Une ruche est une ruche, qu'elle ait été produite par une machine intelligente ou une machine muette.

Les humains luttent pour plus

Une autre réponse est d'observer que seuls les travailleurs luttent avec les capitalistes pendant toute la journée de travail, et que seuls les travailleurs peuvent s'organiser pour

faire de l'agitation pour des salaires plus élevés et s'emparer d'une plus grande part de la plus-value qu'ils créent. Les machines ne se défendent pas d'elles-mêmes.

C'est évidemment vrai. Mais nous pouvons renverser cet argument et souligner que les capitalistes, en tant que classe, réussissent à bien des égards beaucoup mieux à s'organiser pour s'emparer de parts croissantes du temps de travail excédentaire de la société. Voudrions-nous donc prétendre que les capitalistes créent de la plus-value ?

Donc, cette réponse ne parle pas du tout au test de Turing. Le fait que les travailleurs aient la capacité de lutter pour une plus grande part du profit n'implique pas qu'ils en soient la cause.

Les humains refusent de travailler

Une autre réponse est d'observer que les humains, contrairement aux machines, peuvent refuser leur travail, ils peuvent le retirer. Ils se mettent en grève et empêchent de faire des profits.

Mais les machines tombent en panne tout le temps et le profit s'arrête également. Et certaines machines décident déjà, bien qu'actuellement de manière très primitive, de retirer leur travail via des mécanismes de sécurité intégrés conçus pour éviter la surchauffe ou la casse mécanique. Donc, tous les facteurs de production doivent travailler ensemble pour produire des profits. Et n'importe quel facteur, humain ou machine, peut cesser de fonctionner à tout moment.

Le problème avec cette réponse est qu'elle explique pourquoi la valeur n'est parfois pas produite. Mais cela n'établit pas que les humains créent uniquement de la valeur lorsqu'ils acceptent de travailler.

Les humains ont le contrôle

Une autre réponse est de reconnaître la contribution des machines, mais de souligner que ce sont les humains qui décident activement de produire des choses, qui dirigent et contrôlent le processus de production, et que sans nous, rien ne se passerait du tout. En d'autres termes, nous sommes causalement responsables de la production, et donc de la cause de la plus-value.

Cependant, qui ou quoi a la responsabilité causale ultime n'est pas clair. Par exemple, dans certains processus de production, les machines sont en contrôle. Marx, dans son « Fragment sur les machines », note que « l'activité de l'ouvrier [est] réduite à une simple abstraction de l'activité, est déterminée et régulée de toutes parts par le mouvement des machines ». L'impératif de produire de la plus-value découle en fin de compte des lois impersonnelles et objectives de la concurrence capitaliste. En ce sens, les travailleurs ne contrôlent pas la production, mais les esclaves salariés dirigés et contrôlés par la domination du capital.

Les humains fabriquent des machines

Une autre réponse consiste à souligner que les machines sont nos créations. Nous les produisons, mais ils ne peuvent pas nous produire. Ce sont des exemples passés d'humains travaillant plus intelligemment. Et donc tout ce que fait une machine est finalement attribuable au travail humain.

Encore une fois, c'est vrai. Mais il est également vrai qu'il n'y a jamais eu d'époque où les humains travaillaient sans l'aide de machines naturelles ou artificielles. Toutes les machines sont également créées conjointement par le travail des machines passées.

Aucune de ces réponses ne réussit

Il y a des noyaux de vérité dans toutes ces réponses. Mais aucune n'est une réponse réussie au test de Turing. De plus, ces réponses ne sont pas directement en prise avec l'argument même de Marx, avec le contenu spécifique de sa théorie de la plus-value : Marx vise à révéler le mécanisme causal, au sein de la production, qui réalise réellement l'accumulation et la croissance du capital. Et il affirme que cela est réalisé par des personnes travaillant plus dur ou plus intelligemment.

Et donc nous avons encore une apparente contradiction à résoudre.

La production de plus-value : changements dans les conditions de production

Y a-t-il donc un problème avec la théorie de la plus-value de Marx ? Ou y a-t-il un problème avec l'expérience de pensée ? Prenons un processus de production typique. Le capital variable - les êtres humains - a la capacité d'agir de manière très variable. Le capital constant - par exemple les tables, les chaises, les marteaux, les radiateurs, les processeurs, les logiciels dédiés, etc. - agit de manière constante et n'a pas la capacité générale de remarquer les moyens d'obtenir plus de sorties pour moins d'entrées. Le problème fondamental de l'expérience de pensée est qu'elle compare deux situations statiques : une situation où les humains effectuent la tâche de conduire un taxi, et une situation où les robots le font exactement de la même manière. Et puis il souligne que, dans les deux cas, le niveau de profit reste le même. Mais la théorie de la plus-value de Marx ne concerne pas fondamentalement ce qui détermine le niveau de profit, mais ce qui détermine les changements dans le niveau de profit.

Marx définit la production de nouvelle plus-value absolue par une modification de la durée de la journée de travail ou une modification de l'intensité du travail. Et il définit la production de nouvelle plus-value relative par un changement dans les techniques de production. La théorie de Marx porte donc sur la cause du changement du niveau de profit dû à un changement des conditions de production. Et à cet égard, la théorie de Marx est irréductiblement et fondamentalement une théorie dynamique de l'évolution du profit au cours du temps historique.

L'expérience de pensée du test de Turing ne considère pas du tout un changement de profit, et elle ne considère pas ce qui se passe dans le temps historique. Et, comme Marx le souligne lui-même, sa théorie de la plus-value est entièrement compatible avec le fait que des entreprises individuelles remplacent les humains par des machines et conservent, voire augmentent, leur niveau actuel de profits, du moins au début. Cela signifie que l'affirmation de Marx selon laquelle les changements dans le niveau général des profits sont finalement causés par le travail humain, et le travail humain seul, n'est pas contredite par cette expérience de pensée. Et c'est pourquoi l'expérience de pensée rate sa cible.

Les machines échouent au test de Turing

Pour rendre ce point encore plus clair, prolongeons la durée du test de Turing. Considérez qu'Uber est passé aux chauffeurs de taxi robots, mais Lyft est resté avec les humains. Par hypothèse, leurs niveaux de profit sont

identiques au départ. Mais imaginons qu'en raison des changements dans l'économie au sens large, il y ait une nouvelle demande de livraisons à domicile de nourriture de restaurant.

Les robots chauffeurs de taxi n'ont aucune idée de cette nouvelle demande car leur apport sensoriel ne l'inclut pas. Mais même si c'était le cas, les algorithmes ne peuvent pas traiter ces données et en déduire qu'il existe une opportunité de gagner de l'argent supplémentaire. En revanche, les chauffeurs de taxi humains repèrent cette nouvelle tendance et réalisent qu'ils peuvent également transporter de la nourriture entre leurs activités normales et gagner plus d'argent. En conséquence, les niveaux de profit d'Uber et de Lyft divergent. Les bénéfices de Lyft sont plus importants car il commence à conquérir une part du marché de la livraison de nourriture. Pourquoi ? Parce que les chauffeurs de taxi humains, tout à fait spontanément, ont innové.

Le travail humain, contrairement au travail des machines, est variable et peut s'adapter à de nouvelles circonstances et modifier ses propres conditions de production. Les machines peuvent reproduire un niveau de profit existant, pendant un certain temps, mais elles ne peuvent généralement pas modifier le niveau de profit. Ainsi, dès que nous introduisons le temps historique dans le test de Turing, nous voyons immédiatement que les machines ne le réussissent pas.

La thèse des pouvoirs causaux

Nous sommes arrivés à une réponse à une objection commune à la théorie de la plus-value de Marx. Je l'appelle la réponse des "pouvoirs causaux" parce qu'elle est basée sur ce que les humains, et seuls les humains, peuvent réellement faire, leurs capacités qui se manifestent réellement dans l'activité matérielle dans la "demeure cachée de la production". Les humains ont des pouvoirs causaux universels alors que les machines ont simplement des pouvoirs causaux particuliers. Et cela signifie que seule la force de travail a la capacité de travailler plus dur et plus intelligemment, dans chaque processus de production, pour provoquer des changements dans le niveau des profits.

Bien entendu, toute activité particulière exercée par l'homme peut en principe être mécanisée. Mais, à ce jour, aucune machine ne correspond aux pouvoirs causaux universels des humains. L'expérience de pensée du chauffeur de taxi dans une boîte a correctement supposé que le comportement des humains et des machines peut être identique. Mais il est tout à fait faux de supposer que les pouvoirs causaux des humains et des machines sont identiques.

Les pouvoirs occasionnels des humains sont, en général, très différents de toutes les machines actuelles, ou de tout autre mécanisme que nous connaissons. Nous pouvons imaginer mettre n'importe quel type d'activité humaine actuelle dans une boîte hypothétique, puis la remplacer par une machine actuelle ou future. Le niveau des bénéfices, pendant un certain temps, restera inchangé. Mais lorsque le travail humain est impliqué dans un processus de production, ce processus devient bien plus qu'un mécanisme dédié qui exécute une tâche concrète. Le travail humain est un ensemble de capacités qui transcendent toute tâche concrète. Très vite, nous trouverons les moyens de changer les conditions de production et de créer de la nouvelle plus-value.

Pourquoi ? Parce que les humains sont infiniment inventifs, créatifs et adaptables - notre imagination est prodigieuse et nous apprenons en faisant. Les animaux, les machines et les plantes n'ont tout simplement pas ces pouvoirs causaux. Nos pouvoirs causaux sont précisément ceux qui ne peuvent pas

vraiment être conservés dans une boîte, mais qui déborderont toujours. Ainsi, les machines ne peuvent en général agir pour modifier le niveau des profits. Mais les humains le peuvent. Et c'est à cela que veut en venir la théorie de la plus-value de Marx.

L'inversion idéologique

Cette conclusion doit relever du bon sens. Mais il y a une énorme pression idéologique pour nier l'agence des travailleurs, pour nier notre responsabilité causale dans la production de la production économique.

Les propriétaires capitalistes, qui financent la production, voient visiblement leur argent se manifester sous forme de capital constant, sous leurs yeux. Ils peuvent littéralement donner un coup de pied à leurs contributions à la production. Ceci, leur semble-t-il, est l'incarnation matérielle de leur contribution à la production, aussi claire que le jour. De plus, c'est un fait empirique que l'introduction de machines peut expulser le travail humain tout en générant des profits plus élevés. Une entreprise avec un avantage de premier arrivé bénéficiera de super-profits jusqu'à ce que ses concurrents rattrapent leur retard. Alors les capitalistes introduisent des machines et voient les profits augmenter. Voilà pour les revendications du travail, et voilà pour la théorie de Marx sur l'origine du profit.

Mais, comme nous l'avons vu, le capital variable - c'est-à-dire le travail humain - est la cause des variations du profit, et non le capital constant. Et donc, ce que les capitalistes voient vraiment, ce sont des changements de rentabilité dus à d'autres travailleurs, dans d'autres entreprises, travaillant plus dur ou plus intelligemment pour créer les machines que leur capital-argent achète. Dans l'entreprise individuelle, surtout du point de vue des capitalistes, la véritable cause des changements de rentabilité est cachée. C'est pourquoi Marx parle d'un renversement idéologique. Il dit que « cette inversion complète de la relation entre le travail mort et le travail vivant, entre la valeur et la force qui crée la valeur, se reflète dans la conscience des capitalistes ».

Mais pas seulement les capitalistes, mais la population dans son ensemble. La dépréciation de l'agence du travail humain est très prononcée et très répandue. Tout le monde tombe dans le panneau, même les économistes et les philosophes hautement qualifiés. Par exemple, l'idéologie capitaliste, en particulier dans les rapports économiques, souligne que le profit et la croissance sont créés par les investissements. Le rôle actif est donné au capital, pas au travail. Ou, alternativement, on nous dit que le profit est dû aux actions d'entrepreneurs héroïques.

Certains entrepreneurs travaillent réellement plutôt que de simplement le financer. Mais les contributions des travailleurs plus avancés sur le plan technique, qui comprennent le travail d'application de nouvelles technologies pour répondre à la demande non satisfaite, sont généralement regroupées et confondues avec la propriété de l'entreprise. Ce travail de pointe peut être très récompensé, surtout si les fondateurs techniques ont des participations dans l'entreprise. Et donc l'énorme décalage entre leurs récompenses financières par rapport à la majorité des travailleurs, des récompenses financières qui sont principalement tirées de l'équité et non des salaires, et donc principalement dérivées du travail des autres, pas du leur, contribue davantage à la séparation idéologique de leur travail. dans une catégorie spéciale.

Ainsi, même lorsque ce sont très clairement des équipes de travailleurs coopérants qui créent de nouveaux bénéfices, ces travailleurs sont classés comme des "inventeurs", des

"créateurs de richesse", des "innovateurs" spéciaux, etc. Dieu ne plaise que leur travail soit classé comme un autre type de travail afin que leurs contributions soient considérées comme étant exactement du même type que celles de la grande majorité des gens.

Hormis quelques innovateurs, l'idéologie capitaliste en général dénigre, ignore ou nie les pouvoirs uniques de création de valeur du travail humain. Il minimise l'agence de la classe ouvrière. Mais le capitalisme restreint aussi matériellement l'agence des travailleurs. Le capital exige que des millions de personnes se disciplinent pour effectuer des tâches hautement spécialisées, répétitives et étroites. Ainsi, pour beaucoup, l'activité de travail signifie agir comme une machine.

Tant de travailleurs, bien que capables de le faire, n'ont pas la possibilité d'innover et de produire une nouvelle plus-value relative. La plupart répètent habituellement les mêmes processus, jour après jour, et reproduisent donc les mêmes niveaux de plus-value. L'image du travailleur dans la société capitaliste n'est ni héroïque, ni novatrice, ni créative, ni inventive. Même si, dans tous les cas, les travailleurs sont capables d'être cela.

Les machines ne créent pas de valeur

Il semble donc que nous ayons terminé. Nous avons expliqué pourquoi les humains, et non les machines, créent de la valeur. Aucun autre organisme ou mécanisme ne rivalise avec nos pouvoirs causaux, y compris nos capacités d'innover, d'expérimenter, de découvrir, d'apprendre et de développer de nouvelles connaissances. Nous sommes vraiment au sommet de l'intelligence sur terre, des incarnations du travail abstrait ou des machines universelles. À tout moment, la division du travail dans le monde comprend un éventail d'activités de travail concrètes allant de tâches bien définies, répétitives et semi-automatiques à des tâches créatives mal définies, en constante évolution. Ce spectre ne correspond pas parfaitement à la division entre travail manuel et travail intellectuel. Certaines tâches à prédominance physique ne seront pas automatisées de sitôt. Alors que certaines tâches à prédominance intellectuelle le seront.

Le travail humain remplace des aspects de ses propres pouvoirs causaux généraux par des machines dédiées. Et ainsi le travail humain, poussé par la recherche du profit, est continuellement expulsé de la division du travail et jeté au chômage, où il doit tenter, une fois de plus, de s'insérer dans une nouvelle division du travail, et de concurrencer d'autres humains, ainsi que autres machines, sur le marché du travail. Aucune machine de notre création n'est capable d'égaler notre capacité à produire de la plus-value et de nous concurrencer sur le marché du travail. Nos machines actuelles ne sont que des fragments de travail concret. Et étant des fragments fixes et limités, ils finiront par devenir obsolètes et dépassés. Ils ne peuvent pas changer et suivre le rythme. Aujourd'hui, ils peuvent sembler brillants, mais ils vont bientôt ternir et vieillir, puis nous les jetterons - sans réfléchir - sur le proverbial tas de ferraille.

Capital constant contre capital variable

Rendons la thèse des pouvoirs causaux aussi concrète que possible. Au hasard, choisissez un exemple de capital constant qui existe dans le monde aujourd'hui. Il y a de fortes chances que ce soit une brique, une chaise, un stylo, peut-être une puce informatique. La probabilité qu'il travaille plus fort ou plus intelligemment en production est nulle. En

revanche, choisissez au hasard un exemple de capital variable. C'est un être humain vivant. Beaucoup d'entre nous, la plupart du temps, répétons les mêmes activités de production habituelles, et donc reproduisons les niveaux existants de plus-value. Mais la probabilité que nous modifiions nos conditions de production, en travaillant plus dur ou plus intelligemment, est positive. Et lorsque nous le faisons, nous produisons de la nouvelle plus-value, et donc provoquons des changements dans la rentabilité.

Les critiques qui prétendent que les machines peuvent créer de la valeur, et donc que la théorie du profit de Marx est fausse, nient le phénomène le plus évident, le plus banal et le plus omniprésent de la vie sociale : l'activité matérielle sensuelle de la journée de travail totale de la société, notre agence humaine collective dans la production. C'est vraiment un exploit étonnant d'inversion idéologique. Mais, en tant que matérialistes historiques, nous n'avons pas tout à fait fini. Nous devons réfléchir à la trajectoire historique.

Des machines qui créent de la valeur

Toute théorie sociale, y compris celle de Marx, est une sorte de capital constant. Il reflète la réalité sociale dans la pensée. Mais la marche de l'histoire modifie la réalité sociale, et par conséquent nos concepts peuvent devenir, sinon obsolètes, du moins avoir besoin d'être affinés. La distinction de Marx entre capital constant et capital variable est puissante et réussie. Mais est-ce que cela restera vrai pour toujours ? Ou la distinction est-elle historiquement contingente ?

Revenons au point matérialiste selon lequel les machines d'un genre créent déjà de la valeur, du moins celles qu'on appelle les humains. Il ne semble en principe pas y avoir de limite à notre capacité à aliéner nos propres pouvoirs dans des machines externes. Nous ne sommes qu'au début de la compréhension de la façon d'automatiser et de mécaniser certains aspects de notre propre cognition, y compris notre capacité à apprendre et à nous adapter à de nouvelles circonstances. Par exemple, l'utilisation à grande échelle de clusters informatiques distribués, avec des puces dédiées à effectuer des opérations matricielles très rapides, nous a permis de former d'énormes réseaux de neurones, avec des milliards de paramètres, sur d'énormes volumes de données, tels que l'intégralité du texte écrit disponible sur Internet. Ces machines virtuelles commencent à présenter des capacités de niveau humain en lecture, écriture, traduction, conversation et création d'images.

Alors que les machines reproduisent de plus en plus nos pouvoirs causaux, ne commenceront-elles pas également à produire de nouvelles plus-values ? Nous pouvons imaginer qu'à l'avenir, les chauffeurs de taxi robots remarqueraient également de nouvelles opportunités de marché. Ou, plus encore, les machines avancées pourraient tromper le test de Turing plus longtemps et rivaliser avec nous dans tous les domaines de la division du travail, au moins pendant un

certain temps, en tant qu'éléments créateurs de valeur pour le capital, avant que leurs limites ne soient finalement exposées. De telles machines ne seraient pas simplement du capital constant, mais elles ne seraient pas non plus un capital entièrement variable. Ils seraient des capitaux hybrides, capables de produire de la plus-value pendant un temps limité, jusqu'à ce qu'ils deviennent finalement obsolètes. Il semble probable que ce genre d'avancées dans les forces de production contredirait de manière significative les rapports sociaux du capitalisme.

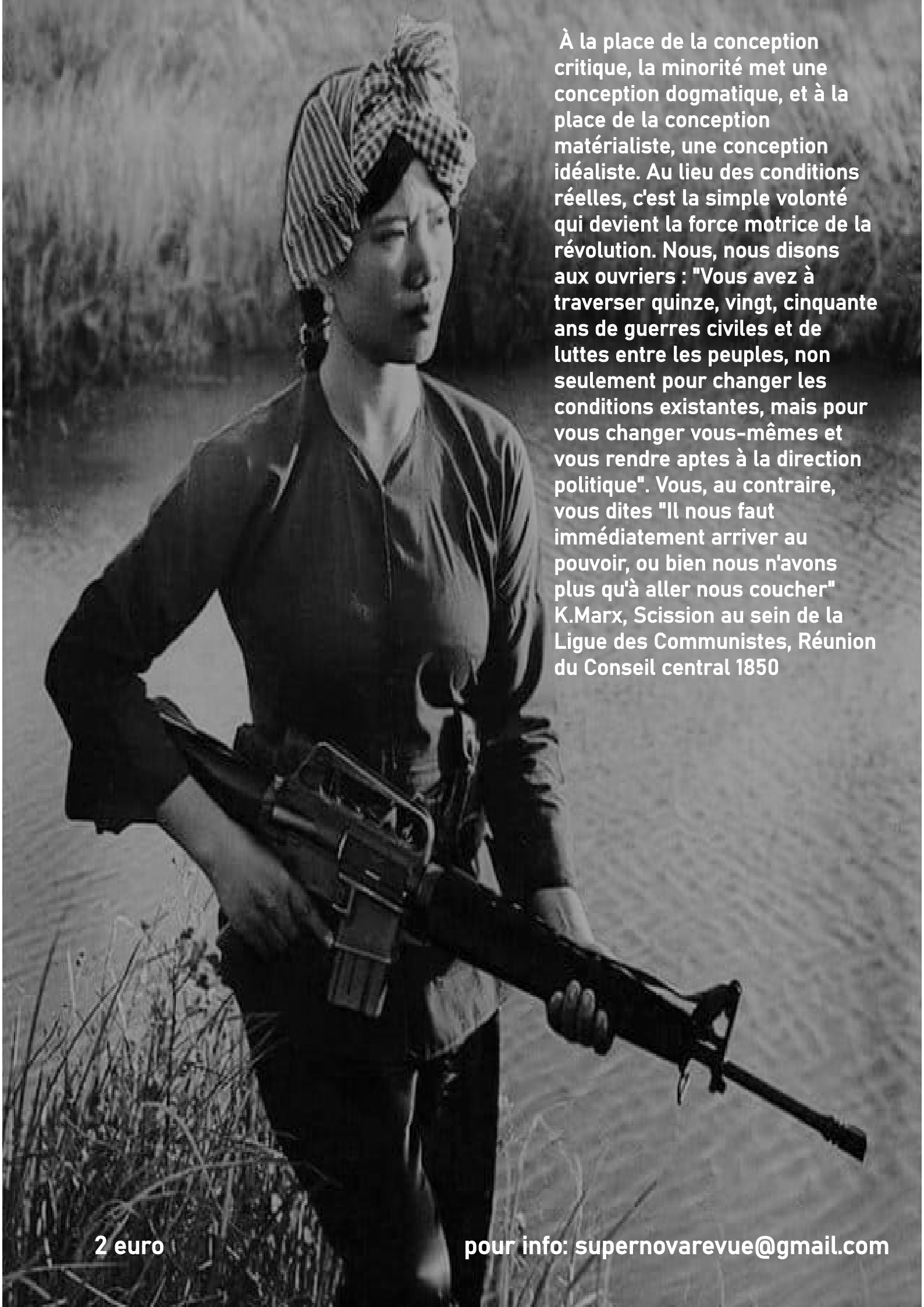
L'avenir du travail humain et machine

Et où ce processus historique pourrait-il s'arrêter ? Il y a des limites techniques. Et il y a des limites sociales imposées par le mode de production. Si nous échappons à la domination du capital, évitons l'effondrement civilisationnel et continuons à consacrer une partie de notre temps à reproduire nos pouvoirs occasionnels, alors la distinction nette entre le travail humain et le travail machine se dissoudra selon toute vraisemblance. D'un point de vue purement technique, il semble y avoir toutes les raisons de penser qu'un jour, nous construirons des machines capables de se nourrir et de se réparer, d'apprendre et de s'adapter, et d'avoir les pouvoirs causaux pour satisfaire toutes nos demandes. Mais, de telles machines, étant nos égales, ne prendraient probablement pas d'ordres de notre part.

A cette asymptote technologique, l'incarnation de l'esprit historique ne se limitera plus à la chair et aux os évolués. Mais, nous devrions nous attendre, à ce stade de l'histoire, au débat sur les facteurs de production qui sont causalement responsables de la production économique – et donc quelles classes pourraient être justifiées dans le contrôle de sa production et de sa distribution, et quelles classes ne le pourraient pas, en raison de leur redondance parasitaire – que cette lutte de classe sur la division de l'excédent sera très ancienne, curiosité historique, appartenant à l'enfance de l'humanité, quand elle s'est laissée diviser et gouvernée par le capital. Et en effet, nous devrions nous attendre à ce que, lorsque les humains se répliquent pleinement, les répliquants aillent plus loin, et plus loin, que nous, en initiant peut-être une nouvelle ère de travail super-universel où, malheureusement ou convenablement, les modèles biologiques ne seront plus en mesure de rivaliser et de suivre, et – nous devrions l'espérer – seront alors soigneusement, tranquillement et avec un respect affectueux – ne seront pas jetés à la ferraille comme nous le leur avons fait autrefois, mais mis en pâture douce. Car notre fervent espoir doit être que nos enfants nous dépasseront grandement.

Ian Wright
cosmonautmag.com





À la place de la conception critique, la minorité met une conception dogmatique, et à la place de la conception matérialiste, une conception idéaliste. Au lieu des conditions réelles, c'est la simple volonté qui devient la force motrice de la révolution. Nous, nous disons aux ouvriers : "Vous avez à traverser quinze, vingt, cinquante ans de guerres civiles et de luttes entre les peuples, non seulement pour changer les conditions existantes, mais pour vous changer vous-mêmes et vous rendre aptes à la direction politique". Vous, au contraire, vous dites "Il nous faut immédiatement arriver au pouvoir, ou bien nous n'avons plus qu'à aller nous coucher"

K.Marx, Scission au sein de la Ligue des Communistes, Réunion du Conseil central 1850